



Investir dans les populations rurales

République de Cabo Verde

Rapport de Supervision, Mai 2015

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 20 avril – 8 mai 2015

Date du document: 19/05/2015

No. du Projet: 1604

No. du rapport: 3751-CV

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du programme	2
C. Produits et effets	3
D. Avancement de l'exécution du programme	5
E. Aspects fiduciaires	8
F. Durabilité	13
G. Autres aspects	14
H. Conclusion	15

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	17
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	21
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	25
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	29
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	33
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	39
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	41

Sigles et acronymes

CRP	Commissions régionales de partenaires
DSGRS	Direction services du Génie Rural et de la Sylviculture
DCP	Document de Conception du Projet
FAMF	Fédération National des IMF
FRC	Fonds de Réinvestissent Communautaire
GAR	Gestion Axée sur le Résultat
IMF	Institutions de micro-finances
MP	micro-projets
PRLP	Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté
PAA	Plans d'action annuels

A. Introduction¹

1. Une mission de supervision du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Cabo Verde du 20 avril au 08 mai 2015 pour la supervision du Programme de Promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER). Son objectif principal était de s'assurer de la mise en œuvre effective des recommandations de la mission d'appui de décembre 2014, et de mesurer les progrès réalisés dans l'exécution des activités du programme. Plus spécifiquement, la mission devait (i) évaluer la performance globale du programme et ceci en comparaison avec les objectifs et résultats escomptés lors de la conception du programme ; (ii) faire le suivi des recommandations de la mission d'appui précédente ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme ; (iv) faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; et (v) analyser avec les équipes du programme et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et de proposer des solutions appropriées.
2. L'objectif général du programme est de contribuer en six années à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres. Plus spécifiquement, il s'agira de contribuer à l'accroissement des revenus des populations en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales dans le but de favoriser l'emploi à long terme pour les ruraux pauvres (en particulier les femmes et les jeunes).
3. Pour atteindre ces objectifs, le programme est structuré en trois (3) composantes : i) Fonds de financement des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP) ; ii) Formation, animation et mise en réseau ; iii) Coordination et gestion du programme.
4. Le programme a été estimé à 25,5 millions de dollars US, dont 11 millions pour le FIDA, 9,5 millions pour le FFE, 4 millions pour le Gouvernement du Cabo Verde et un million pour les bénéficiaires. Le Prêt, d'une durée de six (6) ans, est entré en vigueur le 11 février 2013. Le recrutement de l'équipe du programme a été finalisé en avril 2014 pour presque l'ensemble du personnel et en décembre 2014 pour le comptable. Le séminaire de démarrage s'est tenu du 06 au 12 juin 2014, et la première mission de supervision s'est déroulée du 19 novembre au 03 décembre 2014.
5. Au cours de son séjour au Cabo Verde, la mission a rencontré : à Praia, le Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et des Ressources Humaines, Tutelle Technique du programme ; le Ministre du Développement rural ; la Secrétaire d'Etat aux Finances ; la Directrice des Services du génie rural et de la sylviculture ; le Représentant du Fonds fiduciaire espagnol. La mission a également rencontré le Représentant résident du PNUD et la Coordinatrice de l'ONU Femme et la Présidente de ICIEG. Sur le terrain, la mission a visité des réalisations du programme et s'est entretenue avec les CRP, les ACD, les Délégués du MDR, la Chargé de programme de l'ADEI à Sao Nicolau et les bénéficiaires des micro-projets dans les régions de Sao Vicente, Sao Tanta, Sao Nicolau et Santiago Nord. Elle a eu des séances de travail avec les membres de l'UCP sur la mise en œuvre du programme, et plus particulièrement, sur les voies et moyens nécessaires pour accélérer le processus de mise en œuvre, rattraper le retard et atteindre les objectifs.
6. La mission voudrait exprimer ses vifs remerciements au Gouvernement du Cabo Verde et les personnes rencontrées pour l'accueil chaleureux, la disponibilité et la qualité des échanges, en particulier Madame Janira Almada, Ministre de la JERH, Madame Eva Ortet, Ministre du Développement Rural, Monsieur Juan Carlos Lopez Cecilia, Représentant du Fonds espagnol, Madame Ulrika Richardson, Représentante résidente du PNUD. La mission remercie enfin l'équipe de coordination du programme pour sa disponibilité et la qualité de l'organisation des visites et des échanges.

¹ Composition de la mission : La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimasi, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Cabo Verde, Chef de mission ; Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme FIDA du Bureau régional de Dakar, Madame Khadidja Doucouré, Coordinatrice régionale Ciblage, genre et inclusion des jeunes pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration, finance et comptabilité, Monsieur Lacine Ahidara, Expert en production agricole chargé de la coordination du rapport de supervision, Monsieur Amadou Cissé, Expert en Suivi-évaluation, Monsieur Magatte Wade, Expert en infrastructures ; Monsieur Juan Carlos Lopez Cecilia, Représentant de la Coopération espagnole, Monsieur Raimundo Tavares, le Représentant du Ministère de la jeunesse. Monsieur Ramiro Azevedo et ses collaborateurs, membres de l'UCP, ont participé à la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

7. D'une manière générale, sur la base des acquis du Programme de lutte contre la pauvreté rurale (PLPR) (démarche « développement géré par la Communauté », institutions rurales locales mises en place), le POSER a démarré son appui à la promotion d'activités économiques et d'emplois par les populations rurales, particulièrement dans le secteur de l'agriculture, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Les résultats atteints dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA 2015, approuvé en février 2015 sont encourageants.

8. Au 31 mars 2015, les activités du POSER ont bénéficié à 394 ménages. 149 micro-projets ont été validés et approuvés pour financement, dont 128 engagés (contrats signés), dans lesquels on dénombre 68 financés (44 totalement et 24 en cours de financement). L'enquête SYGRI de référence du POSER a été réalisée par l'INE et le rapport est en cours de rédaction ; sa mise en œuvre est conforme aux exigences du FIDA et les données ont été traitées avec le logiciel RIMS du FIDA. La fiche annuelle SYGRI 2014 a été élaborée et envoyée à la division à la date prévue.

9. Le programme soutient l'élaboration par les Commissions régionales de partenaires (CRP) des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté (PRLP) initiée par le PLPR. Les préparatifs des PRLP sont en cours dans l'ensemble des CRP. En l'absence PRLP, l'UCP et les CRP ont poursuivi le programme pilote de sélection de micro-projets éligibles au financement. Bien qu'il est prévu la mise en place d'un mécanisme de remboursement de tout ou partie des sommes perçues pour la mise en œuvre des MP, les bénéficiaires n'ont pas eu une information précise sur celui-ci. Il apparaît donc urgent de procéder dans les meilleurs délais à la définition des conditions et modalités de remboursement des fonds pour en assurer le renouvellement partiel ou total.

10. Globalement, le système de suivi-évaluation du POSER a connu des avancées notables ; le principal outil de base du système, le cadre logique a été révisé et aligné et sur la chaîne des résultats du POSER ; il permet de mettre en œuvre un cadre opérationnel de mesure des performances du Programme. Le manuel des procédures du système est disponible et il intègre un volet important sur le suivi technico-financier du PTBA. Il reste cependant des réglages à faire avec les services financiers pour une harmonisation complète de la codification analytique.

11. Le partage du système qui a débuté avec les acteurs principaux (CRP, ACD) sera étendu à tous les CRP ; il a porté sur les fiches de collecte et d'exploitation des données.

12. En résumé, on peut conclure que le système de suivi-évaluation du POSER est maintenant mis en place et son opérationnalisation en cours. Son efficacité sera renforcée par une meilleure organisation du travail au sein de l'équipe selon les propositions faites et les termes de référence élaborés pour chaque agent de l'unité dans le manuel des procédures du système.

13. L'application informatique sous environnement Web (logiciel) dont l'acquisition est une nécessité imminente permettra également faciliter la transmission, le stockage et le partage des produits du système. Le cahier des charges de cette application est disponible et la procédure d'acquisition devra permettre de disposer du logiciel avant la prochaine mission de supervision.

14. En matière de gestion financière, le dispositif de gestion est en train de se formater davantage une fois les opérations de mise à niveau de la comptabilité et d'audit des comptes 2013 /2014 terminées, le Programme entamera sa phase de gestion normative et régulière des aspects fiduciaires avec une meilleure organisation de la cellule administrative et financière prenant en compte une répartition des responsabilités et des tâches plus opérationnelle. Dans ce cadre, la mission s'est engagée à fournir à l'UCP des orientations de gestion permettant d'accroître la cohésion de la cellule et sa performance globale. Par ailleurs, la mission a particulièrement insisté à différents niveaux (ACD/CRP/UCP) sur le problème de la transmission des pièces sur tout le long de la chaîne des dépenses pour optimiser la mobilisation des ressources. En matière de décaissement, les taux réels se présentent ainsi : 23,01% pour le FIDA 1, 17,46% pour le FFE et 4,59% pour le FIDA 2.

15. Les CRP et des ACD sont bien engagées à accompagner les populations rurales dans le processus d'identification et de priorisation des besoins, l'élaboration des micro-projets productifs, l'analyse et le choix des projets les plus pertinents. Cependant, ces institutions faiblement outillées pour assurer avec efficacité leur mission, ont besoin d'être capacitées. En effet, il a suffi d'une courte période entre la fin du PLPR et le début du POSER pour assister à leur déliquescence. La mission loue les efforts de restructuration menés par le programme à son démarrage mais *est d'avis qu'il faut leur apporter un appui conséquent*. Pour ce faire, il est nécessaire de procéder à un diagnostic organisationnel et institutionnel

de ces organisations ; permettant ainsi de déterminer les insuffisances et les besoins, et proposer les solutions les plus efficaces pour corriger les premières et palier aux seconds.

16. Les CRP visitées ont toutes insisté sur le faible niveau d'investissement eu égard aux besoins exprimés (149 de projets éligibles et 68 de projets financés, 45,6%). La mission est d'avis qu'il faut faire un effort de densification des activités, mais insiste sur le renforcement des investissements dans les CRP ayant une forte capacité d'absorption.

17. Le PTBA a été élaboré sans tenir compte des PRLP qui sont toujours en cours de préparation. Compte tenu de l'importance de la planification triennale des activités au niveau régional (community driven demand) pour la mise en œuvre du programme, il apparaît opportun de procéder à la révision du PTBA 2015 pour prendre en compte les activités programmées à la base par les communautés. Pour ce faire, il faudra accélérer l'achèvement du processus d'élaboration et de validation des PRLP à partir desquels seront extraits les plans d'action annuels (PAA) 2016 dont une partie des activités seront prises en compte dans le cadre du PTBA 2015.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser des sessions de partage du manuel et surtout des outils avec les acteurs pour une validation finale et une mise en œuvre immédiate de sorte que le pilotage du projet par le système de suivi-évaluation soit effectif avant la prochaine supervision	RSE	Mai 2015
Finaliser le DAO sur la base du cahier des charges élaboré, sélectionner un prestataire qui va fournir l'application (sous environnement Web.	RSE	Juin 2015
Procéder à un diagnostic organisationnel et institutionnel des CRP et des ACD	Coord/UCP/CRP/ACD	Juin 2015
Renforcer les investissements dans les CRP qui présentent une forte capacité d'absorption	UCP	Pour mémoire
Achever le processus d'élaboration des PRLP, en tirer les PAA et les activités à intégrer au PTBA 2015	CRP/ACD/UCP	Fin mai 2015
Procéder à la révision du PTBA 2015	Coord/UCP	Juin 2015

C. Produits et effets

18. **Exécution des micro-projets.** Les MP financés ont bénéficiés à 394 chefs de ménages dont 217 hommes et 177 femmes. Les MP sont pour l'essentiel à caractère productif (90%) et portent sur : i) l'élevage (27,9%) avec la construction d'enclos, de porcheries ou de poulaillers très souvent accompagnés d'acquisition d'animaux supplémentaires ; ii) l'agriculture (12%) pour faciliter notamment l'accès des producteurs maraichers à l'eau (système goutte à goutte) et aux facteurs de production ; iii) les AGR de transformation/commerce (19%) ; la pêche (29,4%) avec l'acquisition de bateaux et de moteurs. Les projets à caractère social (branchement d'eau potable à domicile) représentent 10% des projets entièrement financés et opérationnels.

19. Toutefois, l'examen des dossiers de micro-projets en cours d'exécution révèle la nécessité de d'améliorer la qualité de l'analyse de rentabilité de l'activité et de fournir suffisamment d'information sur le potentiel de croissance et de développement de l'activité (évolution de la production, opportunités de mise en marché... *A ce titre, la mission recommande que les études de faisabilité de micro-projets soient plus approfondies avec un accent particulier sur les aspects de rentabilité et de mise en marché.*

20. **Financement des micro-projets (MP).** Le montant total alloué au financement des MP s'élève à 42 761 503 CVE, 90% par le POSER et 10% de contribution des bénéficiaires généralement en nature. La mission note que partout où elle est passée, le niveau de financement est en deçà des attentes des CRP et des ACD. De plus, les conditions et modalités de remboursement non précisées dans le Document de Conception du Projet (DCP) n'ont pas encore été définies par l'UCP et communiquées aux bénéficiaires. *A ce stade où certains MP sont entièrement financés et d'autres en cours de financement, il apparaît urgent de définir ces conditions et modalités afin de responsabiliser les CRP et les ACD sur leur propre capacité de renouvellement des financements.*

21. Les activités du projet à travers les CRP ont consisté à identifier des microprojets pour lesquels les bénéficiaires ont reçus les financements. L'absence parfois de plan-type en matière d'infrastructures se traduit par la non prise en compte de certaines normes ou l'omission de parties essentielles en ce qui concerne la qualité opérationnelle des réalisations. Ceci est valable en particulier pour les infrastructures d'élevage (bergerie, porcherie, poulaillers) ainsi que les équipements d'irrigation (équipement partiel du système d'irrigation).

22. **Micro-finance, stratégie et mise en œuvre.** L'orientation stratégique retenue est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles des institutions de micro-finance (IMF) de telle sorte que les offres de services financiers soient progressivement plus inclusives et adéquates aux besoins des populations du monde rural, avec accès diversifié et ajusté. Les activités menées au cours du premier trimestre de 2015 auprès des IMF ont permis d'atteindre les résultats suivants :

- Connaissance approfondie de la réalité actuelle des IMF ;
- Mise en place d'un dispositif d'appui aux IMF dans l'élaboration des états financiers de 2013 ;
- Conditions d'accès au Fonds du PNLP définies ;
- Récupération des fonds auprès de certains IMF ;
- Amélioration de la concertation avec la FAMF (Fédération Nationale des IMF) ;
- Nouveaux décaissements faits pour deux IMF pour un montant de 15.000.000 CVE ;
- Création d'une Task-force FAM-F / PADFI, pour faire un mini diagnostic des petites IMF qui présentent des difficultés ;
- Collaboration majeure avec la tutelle dans la mise en place de la nouvelle loi de Micro-finance avec la participation active du POSER dans le processus de recrutement des consultants

Composante : Animation, Formation et Mise en Réseau

23. **Formation et renforcement des capacités.** Les actions de formation mises en œuvre ont concerné aussi bien l'UCP que les Unités techniques locales, et dans certains cas, les présidents des CRP. Au cours du premier trimestre 2015, l'équipe de Suivi-Evaluation de l'UCP a participé à une formation en statistique online pour l'amélioration de ses capacités d'analyse des données et en février 2015, le responsable de Suivi-Evaluation du POSER a pris part à l'atelier de formation et d'échanges sur le renseignement des fiches SYGRI tenu à Dakar.

24. Les compétences techniques des CRP et des UT (gestionnaires et animateurs/animatrices) de certaines régions restent insuffisantes dans l'identification de MP structurants, l'analyse économique des MP, l'accompagnement technique requis dans les domaines établis (agriculture, élevage, pêche, eau et assainissement) et dans la gestion des MP. La mission note que la plupart des CRP se sont engagées dans le renforcement des capacités de leurs membres mais la plupart de ces initiatives n'ont pas pu se concrétiser pour des raisons de programmation et de renouvellement d'instances dans les CRP comme au niveau des ACD. Un nouveau planning est en cours d'élaboration au sein des CRP pour notamment accroître les compétences des unités techniques au courant des mois à venir. *Sur cette base, la mission recommande à ce que des actions concrètes soient engagées pour améliorer la qualité des MP et l'efficacité du suivi et de l'accompagnement. A ce titre, il est préconisé : i) d'outiller l'UT dans l'identification de MP structurants, rentables et viables ; ii) de poursuivre le renforcement des compétences des animateurs/trices dans le suivi-accompagnement technique et en gestion financière/comptable des MP ; iii) d'accroître les capacités des CRP et des UT dans la mobilisation de compétences et de partenariats en synergie et en complémentarité avec les services déconcentrés de l'Etat. Le POSER et les CRP veilleront à ce que les animateurs et les ACD soient suffisamment outillées pour un suivi régulier et documenté de la mise en œuvre des micro-projets en relation avec l'UT des CRP.*

25. **Animation et mise en réseau.** Au cours de la période sous revue, les CRP se sont particulièrement déployées dans la redynamisation des ACD étant donné que bon nombre de ces structures sont tombées en léthargie entre la fin du PLPR et le démarrage effectif du POSER. Cette redynamisation s'est traduite par la structuration interne et le renouvellement des instances de certaines ACD. Elle a entraîné dans bon nombre de CRP la constitution de nouveaux organes. Les CRP de San Antao, Santiago Nord, São Nicolau, Brava et Fogo ont renouvelé leurs instances. Pour accompagner cette dynamique, des séances de sensibilisation et d'information ont été organisées sur le rôle et la responsabilisation des dirigeants et des membres des ACD de même que sur la mise à niveau des dirigeants des ACD en « Vie Associative ».

26. Parallèlement à la redynamisation des ACD et CRP, les actions de sensibilisation et d'animation entamées en 2014 se sont poursuivies au courant des mois précédents et se sont traduites par diverses *initiatives* portées par l'UCP, parmi celles-ci la mission d'orientation et de suivi à São Nicolau au profit de la CRP, de l'équipe technique et des ACD membres. La rencontre a regroupé 52 membres dont 23 femmes. Au total, ces activités menées par l'UCP dans 6 CRP ont concerné 168 personnes dont 115 hommes et 53 femmes.

27. Pratiquement toutes les CRP ont tenu des séances d'information et de socialisation pour présenter davantage le *programme*, ses objectifs, sa cible, l'approche de mise en œuvre, ses modalités de financement aux ACD membres, aux partenaires techniques et institutionnels. C'est à ce titre que ces actions ont touché 6728 personnes dont 3869 de femmes (57,5%) dans 9 CRP.

28. La prise en compte des facilitateurs fera l'objet d'examen à la Revue à mi-parcours du programme.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intégrer l'étude de faisabilité dans le dossier des MP à analyser et qui insistera sur les aspects marché et rentabilité, et élaborer le canevas de préparation des dossiers des MP	UCP/RSE	30 Juin 2015
Définir les conditions et modalités de remboursement afin de rassurer les CRP sur leur propre capacité de renouvellement des financements	Coord/UCP	Juin 2015
Améliorer la qualité des réalisations d'infrastructures en impliquant la Direction services du Génie Rural et de la Sylviculture (DSGRS) concernés dans l'exécution des infrastructures d'agriculture, d'élevage, d'hydraulique	UCP	Juillet 2015
Renforcer la cohérence des interventions en prenant en compte toute la chaîne de valeur pour chaque microprojet	CRP/UCP	Juillet 2015
Faire élaborer par la DSGRS un guide technique pour la réalisation des infrastructures dans la mise en œuvre des micro-projets	UCP	Septembre 2015
Améliorer la qualité des MP et l'efficacité du suivi-accompagnement : mieux outiller les animateurs et les ACD	UCP/CRP	Permanent

D. État d'avancement de l'exécution du programme

29. **Suivi-évaluation.** Les produits suivants ont été constatés par la mission :

30. **Le manuel du système de suivi-évaluation du POSER** a été mis en place et est en cours d'opérationnalisation. Il permet d'identifier les acteurs et leurs fonctions dans le système, et comporte également les outils classiques de la Gestion Axée sur le Résultat (GAR) : chaîne des résultats, cadre logique révisé, cadre de mesure du rendement, fiches de collecte des données, tableaux de bord et procédures de mise en œuvre du système. La version provisoire du manuel a fait l'objet de partage avec l'UCP et est en cours de validation auprès des CRP.

31. **Révision du cadre logique.** Le cadre logique révisé respecte le format retenu par le FIDA avec les trois (3) niveaux de résultat : le but, l'objectif de développement, les effets et produits. Il compte 40 indicateurs dont, 2 indicateurs d'impact, 4 indicateurs pour l'objectif de développement. Pour l'estimation du nombre de bénéficiaires et de microprojets du POSER, il y a deux sources de données : 1°) Les ressources allouées aux investissements et microprojets du PRLP (Composante I) et 2°) les informations sur les bénéficiaires et Microprojets du Cycle III du PLPR par type d'activité.

32. Les ressources allouées aux PRLP sont une référence importante à la capacité de réponse du Programme par rapport aux demandes des communautés. Grace aux informations sur les couts moyens par bénéficiaire et par microprojet de la Phase III du PLPR2, on peut estimer le nombre potentiel pour ces

² En fait, sont les données sur les microprojets proposés et/ou financés pendant les trois dernières années du PLPR, une fois que sont les données disponibles en base exploitable.

deux indicateurs pour le POSER. L'utilisation des données du PLPR se justifie vu que l'approche d'exécution est similaire au POSER et, en plus, pendant la troisième phase il y a eu un fort renforcement des activités génératrices de revenus, qui sont la priorité dans le cadre du POSER. Sur la base de cette simulation, les valeurs cibles retenues sont les suivantes pour les quatre indicateurs :

• Nombre de Microprojets AGR Eco	905
• Nombre de Microprojets à caractère Social	188
• Nombre de Ménages Bénéficiaires de MP AGRE	8141
• Nombre de Ménages Bénéficiaires de MP sociaux	2816

33. En ce qui concerne le **cadre de suivi technique des activités**, le tableau de suivi technique et financier a été élaboré ; il permettra de suivre les performances techniques et financières du Programme.

34. **Enquête SYGRI de référence.** Les tableaux des principaux résultats sont disponibles : le taux de malnutrition chronique est estimé à 7%, tandis que le taux de malnutrition chronique est quant à lui évalué à 6%, taux relativement faible mais dans la tendance des études réalisées au Cap Vert.

35. Pour ce qui est de **l'informatisation du système**, un cahier des charges a été élaboré et définit les caractéristiques du système à mettre en place et les conditions de son acquisition.

36. **Réorganisation de la cellule SE du programme.** Une meilleure répartition des fonctions au sein de l'unité suivi-évaluation a été proposée afin de maximiser la prise en charge des activités de suivi-évaluation. C'est ainsi qu'il a été proposé que l'une des assistantes prenne en charge l'appui au fonctionnement du système (supports) et contrôle de qualité des données, et l'autre, la gestion de l'application informatique (base de données et site Web).

Ciblage, genre et inclusion des jeunes.

37. **Efficacité de la stratégie de ciblage.** Au démarrage du POSER, l'UCP a entrepris une forte campagne de sensibilisation et d'information pour partager avec les CRP et les ACD le contenu du programme, ses objectifs, sa cible ainsi que l'approche de mise en œuvre des différentes activités. L'appropriation du programme par les membres des ACD s'est traduite par un fort engouement et un nombre important d'initiatives et de dossiers de micro-projets soumis aux différentes CRP. En fin 2014, plus de 134 micro-projets éligibles ont été identifiés et dont l'essentiel (88%) porte sur des activités productives (agriculture, élevage, pêche, AGR de transformation/commerce et de services). En fin mars, une quarantaine de micro-projets répartie dans les 9 zones d'interventions du POSER est en cours d'exécution.

38. Toutefois, l'examen des conditions de mise en œuvre et de développement de certains de ces micro-projets révèle la nécessité d'améliorer l'efficacité du ciblage afin d'accroître **la qualité et la viabilité des micro-projets**. *A ce titre, la mission recommande que les messages de sensibilisation et d'information : i) aient un contenu économique plus prononcé et une orientation vers des activités structurantes portées vers le marché (approche chaîne de valeurs ; ii) mettent davantage en exergue les opportunités de création de micro-projets en relation avec les potentialités économiques de chaque région d'intervention ; iii) portent une attention particulière sur le profil du promoteur, ses capacités et besoins d'appui/accompagnement.*

39. Par ailleurs, conformément aux recommandations de la mission précédente, **le Guide sur le ciblage** élaboré par le POSER a été revu et amendé à la lumière des orientations fournies par la Coordinatrice régionale Genre du FIDA. En vue d'accroître l'efficacité opérationnelle du Guide, des mécanismes d'inclusion sociale en phase avec les objectifs spécifiques du POSER ont été définis pour soutenir et accompagner l'auto-ciblage en cours. Il s'est agi (à l'image du PAFA) d'établir : i) une catégorisation des groupes-cibles selon leur degré de vulnérabilité ; ii) un système de scoring adossé à des coefficients de pondération discriminatoires favorisant l'inclusion des ménages pauvres, des femmes pauvres chef de ménage et des jeunes déscolarisés et sans emploi dans les activités du POSER.

40. **Efficacité de la stratégie genre.** Le POSER dispose **d'une stratégie Genre dont l'opérationnalisation est en cours** sous la supervision de la Responsable genre, ciblage et inclusion sociale. La mission note avec satisfaction les efforts déployés pour la prise en compte du genre dans les activités du POSER. Parmi ceux-là, on peut noter : les sessions d'orientation et de formation, l'élaboration d'outils pratiques de mise en œuvre et partage avec les CRP ; le renforcement des capacités des équipes technique des CRP, l'appui et l'assistance aux CRP dans le déroulement de leur

programme, l'établissement d'une liste contrôle/micro-projet etc. La mission encourage la poursuite et la densification de ces appuis au sein de toutes les CRP de même que leur prolongement dans les ACD.

41. Relativement à mise en œuvre de la Composante 1, la Responsable genre participe à l'évaluation ex ante des micro-projets par la commission de validation mise en place au sein de l'UCP. L'application de la liste de contrôle genre aux micro-projets éligibles permet de sélectionner les propositions les plus pertinentes et sensibles au genre et de veiller à ce que la proportion de femmes porteuses de projets fixée par le projet (au moins 50%) soit respectée et effective chaque fois que réalisable. La ventilation selon le genre des promoteurs de micro-projets sélectionnés est à présent internalisée dans le projet et systématiquement établie par chaque CRP puis centralisée au niveau de l'UCP.

42. La mission estime cependant que la désagrégation des données selon le genre devrait aller au-delà du constat mais plutôt avoir comme finalité l'amélioration des résultats et la réduction des écarts. *A cet effet, la mission recommande que la désagrégation des indicateurs selon le genre s'inscrive dans une dynamique d'actions et de mesures correctives pour accroître le nombre de femmes porteuses de micro-projets viables et rentables à travers: i) des rencontres d'information spécifiques sur le programme à l'endroit des femmes membres des ACD; ii) des actions d'autonomisation (formation sur le développement de l'esprit entrepreneurial et sur les notions de base en gestion ; iii) la promotion du leadership des femmes dans les instances des CRP et des ACD ; iv) des visites d'échanges et de partage entre CRP, de même que pour la responsable ciblage et genre.*

43. **Inclusion des jeunes.** L'analyse du profil des porteurs des micro-projets en cours d'exécution montre que le nombre de promoteurs jeunes (hommes et femmes) a augmenté entre la première et la seconde série de projets approuvés : il est passé de 15 à 20%. Les jeunes sont plus présents dans le secteur de la pêche, de l'élevage et des AGR de transformation, commerce et services (entretien/réparation mécanique). Certains rencontrés sur le terrain et notamment ceux engagés dans la pêche ont développé leur activité avec l'acquisition d'une embarcation et créé chacun 2 à 3 emplois. La mission encourage le POSER à intensifier ses actions à l'endroit des jeunes et d'inscrire cet appui dans une démarche plus structurante pour rendre leurs micro-projets viables et durables. En raison de leur réceptivité vis-à-vis de l'innovation technologique et de la diversité de leur niveau de formation, les jeunes constituent un levier important pour accompagner la modernisation des exploitations agricoles maraîchères, de la pêche comme de l'élevage et densifier le tissu des MPER dans les zones d'intervention du POSER. La forte présence des jeunes dans les CRP et ACD comme membres et aussi comme leaders est un atout énorme pour le POSER. *Sur cette base, la mission recommande que : i) des actions de sensibilisation et d'information spécifiques soient organisées à l'endroit des jeunes pour leur permettre de mieux appréhender les opportunités de création de micro-projets offertes par le POSER; ii) des sessions de présentation et de partage sur les potentialités économiques de la région ; iii) un accompagnement dans le démarrage de l'activité et un encadrement approprié au plan technique et de gestion.*

44. **Lutte contre la pauvreté.** En vue de rendre le POSER plus inclusif à l'endroit des catégories les plus pauvres et les plus vulnérables, des dispositions pratiques ont été prises dès le lancement du projet pour partager avec les CRP et les ACD les mécanismes de ciblage dont l'auto-ciblage des ménages pauvres sur la base de critères de vulnérabilité définis de manière participative par les membres de la communauté. La valeur ajoutée que le POSER entend apporter à ce mécanisme (avec le Guide de ciblage revu) est la catégorisation des ménages bénéficiaires potentiels selon leur degré de vulnérabilité avec des coefficients de pondération favorisant la prise en compte des ménages les plus pauvres disposant d'un potentiel économique à réaliser si des opportunités leur sont offertes.

45. La qualité des micro-projets et leurs capacités à générer des revenus durables constituent un gage de lutte contre la pauvreté de manière structurante.

46. **Innovation et apprentissage.** En termes de bonnes pratiques, il faut souligner l'expérience de planification de la CRP de Santiago Sud. En effet, cette CRP a focalisé ses actions dans un groupe de communautés qu'elle a classé comme prioritaires, à partir des diagnostics qu'ils ont fait entre Mai et Octobre 2014, en profitant aussi de l'expérience du PLPR. Contrairement aux autres CRP où la planification est faite sur demande à travers les soumissions des Microprojets par les ACD, la CRP a défini une zone d'intervention et a donné priorité aux microprojets de nature intercommunautaire basés sur les potentialités des populations locales. Cette démarche pourrait être utile pour les autres CRP dans le processus de préparation de leur Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation mis en place	RSE/Coord	Juin 2015
Renforcer la sensibilisation/information des populations, particulièrement les femmes et les jeunes, en insistant sur les aspects économiques des MP	RG/RME/RAFMR/UCP	Permanent
Poursuivre la densification des appuis aux CRP et ACD en matière de formation en genre et inclusion des jeunes	RAFMR/UCP	Permanent
Organiser des rencontres spécifiques sur le programme à l'endroit des femmes et des jeunes membres des ACD	RG/RMERAFMR/UCP	Juin 2015
Organiser des visites d'échanges inter-CRP pour un meilleur partage des expériences, ainsi que pour la Responsable ciblage et genre	Coord/UCP	Permanent

E. Aspects fiduciaires

47. **Appréciation d'ensemble.** Les outils de gestion, à savoir les manuels de procédures, d'opérations et de gestion des microprojets, ont été validés avec les CRP en tenant compte des observations de la dernière mission de supervision en ce qui concerne notamment la gestion opérationnelle des microprojets. Au plan de la prise en charge des aspects fiduciaires et du fait du paramétrage en cours d'achèvement du logiciel Tom2Pro, les appendices et autres informations de gestion nécessaires à la présente revue n'ont été finalisés que pendant la mission. Pour mémoire, la mission rappelle que ces informations administratives, financières et comptables doivent être disponibles au démarrage de chaque supervision du Programme. Globalement, le dispositif de gestion est en train de se formater d'avantage et la mission est d'avis qu'une fois les opérations de mise à niveau de la comptabilité et d'audit des comptes 2013 /2014 terminées, le Programme entamera sa phase de gestion normative et régulière des aspects fiduciaires avec une meilleure organisation de la cellule administrative et financière prenant en compte une répartition des responsabilités et des tâches plus opérationnelle. Dans ce cadre, la mission s'est engagée à fournir à l'UCP des orientations de gestion permettant d'accroître la cohésion de la cellule et sa performance globale. Par ailleurs, la mission a particulièrement insisté à différents niveaux (ACD/CRP/UCP) sur le problème de la transmission des pièces sur tout le long de la chaîne des dépenses pour optimiser la mobilisation des ressources.

48. **Système de gestion.** La mission a fait le point de l'état d'avancement du paramétrage du logiciel de gestion financière et comptable qui est actuellement en cours de finalisation. A cet égard, elle a pu vérifier que les éléments suivants ont été totalement pris en charge : i) les plans de gestion et les axes financiers ; ii) les états financiers pour l'UCP ; iii) les PTBA 2013, 2014 et 2015 ; iv) les instructions d'installation et de mise en œuvre dans les CRP et à l'UCP des fichiers et autres états relatifs/FIDA ; iv) le test du processus de consolidation ; v) le paramétrage, pour les CRP, des modèles d'états financiers validés et les états/FIDA avec les signataires autorisés. La mission est d'avis qu'il sera nécessaire d'organiser, avant la fin de l'année, une formation d'appoint au profit des agents de la filière fiduciaire du Programme (UCP/CRP) pour accroître leur maîtrise collective de toutes les fonctionnalités du logiciel Tom2Pro.

49. **Immobilisations.** Les équipements du PLPR inventoriés et transférés au POSER ont été évalués et valorisés conformément à la recommandation de la dernière mission de supervision. Le rapport d'évaluation est en instance de signature à la Direction du Patrimoine de l'Etat. La mission rappelle instamment que ces équipements doivent être pris en compte dans la comptabilité de 2014 qui est en cours de clôture. Au titre des nouvelles acquisitions d'immobilisations sur les ressources du POSER, un montant total de 3 194 607 CVE/28 972,08 euros a été dépensé, à date, pour le logiciel de gestion financière et comptable et pour quelques équipement informatiques. Par ailleurs, l'établissement et la mise en place des listes d'inventaire des bureaux est en cours et l'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2013/2014, réputé clos le 31 décembre 2014 et non encore réalisé, devra être effectué avant l'audit des comptes. En matière d'assurance, hormis les véhicules, des dispositions sont en train d'être prises pour couvrir les autres immobilisations (vol, incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile). A cet égard, la mission insiste sur la nécessité de régulariser la situation dans les meilleurs délais pour rester conforme aux conditions générales applicables aux prêts/dons du FIDA.

50. Gestion du personnel. L'effectif actuel du POSER est de 72 agents dont 16/siège et 56 pour les neuf (09) CRP. En matière de couverture médicale du personnel, le Programme est affilié à l'INPS, conformément aux dispositions nationales en vigueur. En outre, l'évaluation des performances du personnel, les améliorations sera effectué sur la base du PTBA 2015 en fonction des objectifs assignés à chaque agent et de ses résultats atteints en fin d'année. Par rapport au renforcement des capacités de l'équipe du POSER (UCP/CRP), la mission est d'avis qu'il est nécessaire d'organiser une formation relative à la passation des marchés/contractualisation. Par ailleurs, en matière de revue des missions/déplacements du personnel, la mission s'est assurée de la bonne mise en œuvre de la recommandation de la dernière supervision relative au visa des ordres de mission et à l'établissement systématique des rapports de mission.

Gestion financière et décaissements

51. Programme de Travail et Budget Annuels 2015. Le PTBA 2015 a été transmis au FIDA le 25/01/15 avec une non-objection du 13/02/15. Il se chiffre en CVE à 375 262 669,20 dont : 178 931 205,57/ FIDA (47,7%) ; 152 422 837,98 /FFE (40,6%) ; 23 190 824,54/Etat (6,2%) et 20 717 801,12/Bénéficiaires (5,5%). Au 31/03/15, le montant total exécuté est de 42 790 764 CVE, soit un taux d'exécution de 11,40% et des taux par bailleur de : 9,5%/FIDA ; 9,5%/FFE ; 27,9%/Etat et 22,8%/Bénéficiaires. Par rapport à l'articulation du PTBA, il sera indispensable de présenter les financements FIDA 1 et FIDA 2 séparément pour des raisons d'évaluation finale. Par ailleurs, les taux relativement élevés de l'Etat et des Bénéficiaires procèdent d'une sous-estimation des prévisions. En effet, la contrepartie à budgétiser doit comprendre non seulement les dotations mises à disposition mais aussi les exonérations de taxes. En ce qui concerne la contribution des Bénéficiaires, elle doit être égale à 10% du montant total des prévisions d'investissements en matière de microprojets. Les taux de réalisation des composantes sont de : 55,2%/C1 ; 12,9%/C2 ; 14,6%/C3. D'une manière générale, la mission, en accord avec l'UCP, est d'avis qu'il est possible de renforcer le financement et la réalisation de microprojets sur 2015 dans les CRP qui présentent des capacités d'absorption réelles. A cet effet, l'UCP devra faire le point des ressources nécessaires pour les intégrer dans la révision du PTBA prévue en juin 2015.

52. Déboursments/bailleurs. Le coût total du programme dans le DCP est de 25 592 milliers de USD dont : 6 380 USD/prêt FIDA ; 4 620 USD//prêt supplémentaire FIDA ; 9 504 USD/FFE ; 4 083 USD/Etat ; 1 005 USD/Bénéficiaires. Au 31/03/2014, le montant total réalisé est de 3 995 milliers d'USD, soit un taux d'exécution global de 15,61%. Les déboursments (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : prêt FIDA 1/1 436 USD (22,51%) ; prêt FIDA 2/200 USD (4,33 %) ; FFE/1 571 USD (16,53%) ; Etat/733 USD (17,95%) et Bénéficiaires/55 USD (5,47%). En ce qui concerne les composantes, les résultats se présentent comme suit (en milliers) : 2 651 USD /composante 1 « Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté » (15,79%) ; 867 USD/composante 2 « Formation, animation et mise en réseau » (15,72%) ; 477 USD/composante 3 « Coordination et gestion » (14,51%).

53. Pari passu. La mise en œuvre du "pari passu" a induit l'ouverture d'un compte spécial unique commun aux trois (03) financements FIDA 1/2 et FFE dont le montant 1,8 million de euros, correspond aux dotations initiales effectuées pour FIDA 1 et FFE. La répartition de ce montant entre les dits financements en fonction du "pari passu" n'est pas encore prise en compte par le système de gestion des prêts/dons qui à date, génère des situations de décaissement avec des avances initiales de 900 000 euros/775 962,42 DTS pour le FIDA 1 et 900 000 euros pour le FFE. Pour le FIDA 2, le système considère qu'il n'y a pas d'avance. Ainsi, pour les besoins de la présente revue, l'analyse restera en cohérence avec les données du système. En tout état de cause, CFS en relation avec l'UCP est en train de régulariser la situation.

54. Décaissements FIDA 1. Au 31/03/2015, les décaissements réels sur le prêt/FIDA 1 totalisent un montant de 968 839,95 DTS sur une dotation initiale 4 210 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 23,01% à la DRF n° 03. Avec la prise en compte des DRF n° 04 de 85 115,25 DTS, en instance de paiement au FIDA et n° 05 de 82 294,25 DTS en préparation à l'UCP, le taux de décaissement sera de 26,99%.

55. Décaissements FFE. Au 31/03/2015, les décaissements réels sur le prêt/FFE sont de 1 239 940,43 euros sur une allocation initiale de 7 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 17,46% à la DRF n° 03. En tenant compte des DRF n° 04 de 146 490, 09 euros, en instance de paiement au FIDA et n° 05 de 141 633,98 euros en préparation à l'UCP, le taux de décaissement sera de 19,53%.

56. **Décaissements FIDA 2.** Au 31/03/2015, les décaissements réels sur le prêt/FIDA 2 se chiffrent à 140 021,10 DTS sur une dotation initiale 3 050 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 4.59% à la DRF n° 03. La prise en compte des DRF n° 04 de 63150, 45 DTS, en instance de paiement au FIDA et n° 05 de 61057, 02 DTS en préparation à l'UCP, portera le taux de décaissement à 8, 66%.

57. **Compte désigné /FIDA.** Le rapprochement du compte désigné unique au 31/03/2015 met en évidence un montant reconstitué de 1 761 113,31 euros pour une avance initiale 1 800 000 euros, soit un écart en moins de 38 886,69 euros (2,16%) correspondant à la quote-part de fonctionnement que la contrepartie doit rembourser. Les soldes des comptes désignés UCP/CRP et des caisses se chiffrent à : 589 145,96 euros (32,73%). Le montant de la DRF en instance de paiement au FIDA est de 318 456,72 (17,69%) et celui de la DRF en préparation à l'UCP est de 307 899,39 euros (17,11%). Les montants prélevés du compte désigné et en cours de justification se chiffrent à 545 611,24 euros (30,31%). Cette situation nécessite un suivi rapproché de l'UCP pour assurer la remontée rapide des pièces justificatives pour la préparation des DRF et conforter ainsi la mobilisation des ressources des prêts.

58. **Alimentation des comptes des CRP.** Les virements de fonds au profit des CRP se chiffrent, à date, à 208 008 539 CVE/1 886 442,11 euros/ dont : i) FIDA1/60 183 617,25 CVE (545 808, 89 euros) ; ii) FIDA2/44 652 360,87 498 CVE (404 954,98 euros) ; iii) FFE/89 304 721,74 CVE (809 909,96 euros) ; iv) Etat/13 867 839 CVE (125 768, 28 euros). Les dépenses effectuées totalisent un montant de 125 598 862 CVE/1 139 063,73 euros, soit un taux de réalisation de 60,38%. La différence entre les montants reçus et les dépenses faites sur les ressources des prêts est de 782 638,88 euros. Ce montant comparé aux éléments de la reconstitution du compte désigné (soldes des comptes des CRP/363 879,56 euros plus montants à justifier entre CRP/ACD/545 611,24 euros, soit un total de 947 530,22 euros) met en évidence un écart de 164 891,34 euros que l'UCP est en train d'analyser.

59. La mission a été informée de la saisie par les autorités judiciaires des comptes bancaires des CRP de Brava et de Santiago Centre (d'autres CRP pourraient être concernées). Cette situation fait suite à une action de justice intentée par des employés de ces CRP dans le cadre de la liquidation de leurs droits avec l'achèvement du PLPR/FIDA. Les sommes à payer se chiffrent respectivement à 1 772 500 CVE/16 074,91 euros pour Brava (montant déjà exécuté) et 1 164 000 CVE/ 10 556,39 euros pour Santiago Centre. La mission rappelle que les montants actuels figurant dans ces comptes proviennent du POSER dans le cadre de la mise en œuvre des contrats programmes signés avec les CRP concernées. Elle précise également que les comptes désignés des financements extérieurs ne peuvent pas être saisis. Enfin, tout paiement de cette nature effectué sur les fonds des prêts ne sera pas remboursé par le FIDA. Il faudra, dès lors, faire prendre en charge les règlements par les ressources de contrepartie. A cet égard, la mission a rencontré la Secrétaire d'Etat aux Finances qui a promis de prendre les dispositions idoines pour régulariser la situation.

60. **Trésorerie disponible.** Au 31/10/2014, les disponibles en caisses/banques (siège/CRP), sur les financements FIDA 1/2 et FFE sont de 64 962 141 CVE/589 145, 61 euros. Les ressources de contrepartie en compte se chiffrent à 18 380 358 CVE/166 692,59 euros. En ce qui concerne, les engagements et les factures échues au 31/03/15, ils se chiffrent à 3 083 001 CVE/27 960,56 euros.

61. **Dotations des CRP.** Le système d'allocation des ressources aux CRP actuellement en vigueur est articulé comme suit : 40% des fonds répartis de façon équitable entre les neuf (09) CRP et 60%, en fonction de la population rurale et de l'indice de pauvreté de chaque CRP (base données nationales). A cet égard, l'UCP a enregistré des demandes récurrentes de revue de ce système et elle en train d'établir des scénarios qu'elle va partager avec les CRP et ce, avant l'élaboration du PTBA 2016.

62. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du Programme sont 4 000 000 USD dont 02 millions USD pour l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services et 02 millions USD en numéraire pour le financement d'un certain nombre de coûts du Programme. A cet égard, sur les prévisions des PTBA 2013 2014 et 2015, un montant total de 68 771 010,01 CVE/623 688,48 euros a été budgétisé dont : 67 027 135,01 CVE/contrepartie en numéraire (607 873,17 euros) ; ii) 1 743 875 CVE/partie taxes (15 815,31 euros). Au 31/03/2015, 47 823 246,80 CVE/433 711,94 euros ont été mis à disposition, soit 69,54% des prévisions inscrites dans les PTBA. Ces réalisations représentent 14,94% de la contrepartie totale et 41,89% de celle exprimée en numéraire.

63. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle est estimée à 1 005 000 USD sur la durée d'exécution du POSER à travers la mise en œuvre des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP). La mission rappelle qu'à cause du démarrage tardif des activités, il a été convenu pour 2014/2015, en

attendant la disponibilité des PRLP, de sélectionner et de financer des microprojets sur la base de l'expérience du PLPR comme activités d'ancrage. Il reste entendu que pour les années 2016/2017/2018, les microprojets devront être issus des PRLP d'où la nécessité de procéder rapidement à leur élaboration et ce, avant le démarrage des travaux du PTBA 2016. La mission rappelle que la contribution des bénéficiaires doit être comptabilisée dans les livres du Programme et qu'en conséquence elle doit formalisée pour en assurer l'auditabilité. La mission invite l'UCP à accompagner les CRP dans ce sens.

A date, 149 microprojets ont été validés et approuvés pour 84 409 464 CVE/765 514,57 euros dont 128 engagés pour 61 646 997 CVE/ 559 080,37 euros. Les décaissements effectifs ont concerné en 2014/2015, 68 microprojets pour un montant total de 42 761 503 CVE/387 806,67 euros. La participation des bénéficiaires sur les financements réels est de 4 732 363 CVE/42 918,09 euros, soit 11,07%. Cette contribution représente 5,88% de celle attendue durant la durée du Programme.

64. Fonds de Réinvestissent Communautaire (FRC). Il est prévu la mise en place d'un mécanisme de restitution d'une partie de la valeur reçue par les bénéficiaires dont les microprojets ont été financés pour créer le FRC. La mission est d'avis qu'il est urgent de définir les modalités de fonctionnement du FRC en définissant de façon précise le mécanisme de restitution sur les microprojets viables avec les taux et les conditions y relatifs. Les critères de remboursement de tout ou partie pourront prendre en compte notamment les éléments suivants : i) le secteur d'activité ; ii) le type de microprojet (individuel/collectif) ; iii) le degré de vulnérabilité/indigence du bénéficiaire ; iii) le niveau de prise en compte "genre" et d'inclusion des jeunes etc.

Dispositions de l'Accord de financement

65. Les éléments relatifs au pari passu sur les financements FIDA 1 (21%), FIDA 2 (33%) et FFE (46%), sont actuellement disponibles et l'annexe 2 de l'accord de financement a été modifiée en conséquence selon le ratio indiqué avec des pourcentages des dépenses éligibles 100% HT, hors contrepartie de l'Etat et hors contribution des bénéficiaires. La lettre à l'emprunteur en date du 08/04/2015 a été également transmise à l'UCP.

66. Passation des marchés. Le registre des contrats à adapter au modèle C10 de la lettre à l'emprunteur, est à jour. Il comprend six (06) contrats dont cinq (05) de services de consultants et un (01) de fourniture du logiciel Tom2Pro. Ils ont été passés en entente directe avec la non objection du FIDA et sont en cours de mise en œuvre à l'exception du contrat relatif à l'élaboration du manuel de procédures de gestion dont la version définitive est déjà disponible.

67. Etat certifiés des dépenses. La revue d'usage des ECD a été effectuée sur 30% des pièces des DRF n° 2 et 3 (139 éléments) et sur la base du seuil unique de 30 000 USD valable pour toutes catégories de dépenses. La mission est d'avis qu'il faut libeller ce seuil en euros comme pour les autres seuils de la lettre à l'emprunteur. Par ailleurs, l'examen des pièces constitutives des ECD, malgré leur bon classement, appelle les améliorations essentielles suivantes : i) systématiser le compostage/annulation des factures ; ii) joindre les demandes d'achat et les bons de commande ; iii) certifier "la fourniture et/ou le service fait".

Comptabilité, Audit et Supervision

68. Comptabilité 2013 et 2014. La saisie des données comptables de 2013 et 2014, sur le logiciel Tom2Pro, sont en cours de finalisation. La mission note que malgré tous les efforts fournis pour le rattrapage de la comptabilité, le délai de transmission au FIDA des états financiers 2013 et 2014 du Programme au FIDA, au plus tard le 31/03/2015, n'a pas pu être respecté. Au plan opérationnel, la mission relève que les rapprochements bancaires, des comptes désignés FIDA et FFE Siège/CRP remplacés les comptes uniques FIDA1/FIDA 2/FFE ainsi que les comptes de contrepartie des CRP, sont effectués régulièrement de même que le suivi de la gestion des caisses de menues dépenses. En termes d'amélioration, il sera nécessaire de: i) procéder à une reconstitution mensuelle des comptes désignés ii) composer les pièces de caisse et de joindre les demandes d'achat ; iii) systématiser le visa du Comptable ; iv) regrouper mensuellement les petits achats.

69. Concernant le rapportage CRP/UCP, les éléments du rapport mensuel à transmettre à l'UCP ont été mis en place, à savoir : i) le rapprochement bancaire et la reconstitution du sous compte désigné ainsi que le rapprochement du sous compte de contrepartie ; ii) le procès-verbal d'arrêté mensuel de caisse ; iii) l'état de ventilation des dépenses par composante et par catégorie ; iv) la situation de financement des microprojets et de restitution des fonds ; v) l'état de paie ; vi) la situation des ADC. Les aspects relatifs au rapportage devront figurer dans le manuel de procédures.

70. Audit des comptes 2013 et 2014. L'audit des exercices clos les 31/12/13 et 31/12/14 sera effectué en juin 2015, ce qui constituera le premier audit des comptes du POSER. A cet égard, le Programme a déjà procédé à la sélection d'un cabinet d'audit sous régional. Il reste à la soumettre à la non objection du FIDA. A titre de rappel, les rapports d'audit des comptes 2013 et 2014 devront parvenir au FIDA au plus tard le 30/06/2015.

71. Arrêté des comptes 2013/2014 et audit. Le planning d'arrêté et d'audit des comptes, établi pendant la dernière mission de supervision, a été revu à cause de la finalisation du paramétrage :

- | | |
|---|---------------------|
| • Finalisation du paramétrage et rattrapage comptabilité 2013/2014 : | 28/04/2015 |
| • Sélection du Cabinet d'audit | 30/04/2015 |
| • Inventaire des immobilisations | 15/05/2015 |
| • Arrêté de caisse : | 15/05/2015 |
| • Arrêté des stocks : | 15/05/2015 |
| • Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence : | 15/05/2015 |
| • Arrêté des comptes des antennes et transmission des états et des pièces justificatives : | 15/05/2015 |
| • Vérification, centralisation et production des états comptables | 20/05/2015 |
| • Analyse des comptes et établissements des états financiers : | 20/05/2015 |
| • Transmission des états financiers au FIDA : | 25/05/2015 |
| • Audit des comptes 2014 avec rapports provisoires | 28/05 au 21/06/2015 |
| • Réponses et commentaires du Programme | 24/06/2015 |
| • Finalisation du rapport définitif et transmission au FIDA : | 28/06/2015 |

72. Suivi/Supervision. Le niveau de mise en œuvre des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision reste relativement moyen. En effet, des recommandations essentielles sont encore en cours et/ou à mettre en application

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Rendre disponibles les appendices et autres situations de gestion des aspects fiduciaires au démarrage de chaque mission de supervision	RAF/CN/AC	Pour mémoire
Assurer: i) une formation d'appoint sur TOM PRO 2 pour les agents de la filières comptable du POSER (UCP/CRP); ii) un renforcement des capacités de l'UCP et des CRP en matière de passation de marches; iii) l'organisation d'un atelier de team building	Coord/RAF	31 octobre 2015
Faire valider les PV de valorisation des immobilisations du PLPR et comptabiliser	Coord/RAF/CN	31 mai 2015
Assurer les biens du programme	Coord/RAF	31 juillet 2015
Effectuer de bonnes prévisions budgétaires en matière de contrepartie de l'Etat et de contribution des bénéficiaires	Coord/RAF/RSE	Pour mémoire (PTBA 2016)
Renforcer le financement et la réalisation des MP dans les CRP porteuses et reviser le PTBA 2015 en conséquence	Coord/RAF/RSE	30 juin 2015
Régler le problème de l'avance initiale du FIDA 2 dans le cadre du Pari passu	Coord/FIDA	31 mai 2015
Finaliser et transmettre la DRF N°4 en préparation	Coord/RAF	31 mai 2015
Assurer un suivi rapproché pour la remontée des pièces justificatives des ACD/CRP	Coord/RAF/CN	Pour mémoire
Régulariser l'écart de reconstitution du compte désigné de 38 886,69 Euros à travers le Fonds de Contrepartie	Coord/RAF	31 mai 2015
Mettre en adéquation les virements de fonds effectués au profit des CRP, les dépenses et les reliquats y relatifs avec les soldes des comptes des CRP au 31 mars 2015 et les montants en cours de justification de la reconstitution du compte désigné	RAF/CN/CRP	31 mai 2015
Établir et valider avec les CRP le nouveau système d'allocation des ressources	RAF/Coord/RSE/CRP	Pour mémoire (PTBA 2016)
Prendre les dispositions nécessaires pour la prise en charge à travers les Fonds de contrepartie, des sommes saisies par la Justice au niveau des CRP concernées	Coord	30 juin 2015
Appuyer les CRP.ACD à la formalisation et à la comptabilisation de la contribution des bénéficiaires	RAF/RSE/CN/RMP	31 juillet 2015
Définir les modalités de fonctionnement du FRC en précisant le mécanisme de restitution de tout ou partie des fonds mis à disposition	Coord/RSE.RAF/RMP	30 juin 2015
Mettre en oeuvre les améliorations proposées pour conforter la gestion des ECD	RAF/CN/AC/RPM	Immédiat
Respecter le planning révisé d'arrêté et d'audit des comptes 2013/2014	Coord/RAF/CN/AC/CRP	30 juin 2015

F. Durabilité

73. La durabilité des acquis et des résultats est au cœur de l'approche de mise en œuvre du POSER. En effet, le programme s'est évertué à développer des mécanismes appropriés, dès son démarrage, par la recherche de synergies et de partenariats institutionnels avec les structures d'appui et services de l'Etat, notamment au niveau local, et qui, au demeurant, devront être formalisés à travers des conventions cadre au niveau central et des contrats d'exécution au niveau local.

74. Certaines CRP ont pu développer des partenariats avec d'autres bailleurs dans le cadre de financement d'activités programmées, mais ceux-ci ne participent pas, pour le moment, au financement du fonctionnement de ces institutions. Le renforcement des capacités des CRP et ACD à mobiliser des fonds supplémentaires non seulement pour financer les activités de leurs PRLP, mais également leur fonctionnement serait un gage de durabilité de ces structures locales d'appui au développement.

75. Concernant les risques d'épuisement des stocks en eau dans les systèmes d'exhaure et de rétention de l'eau (forages/barrages), il faudra veiller à ce que les dispositifs de suivi des ressources en eau soient opérationnels dans le souci de prévenir les effets négatifs au détriment des investissements du POSER (réservoirs d'eau, système d'irrigation).

76. Des Pour s'assurer de la pérennisation des investissements, il s'agira pour les usagers, de mieux s'impliquer dans la gestion des infrastructures, de prendre des mesures pour la mise en place d'un fonds pour la maintenance et le renouvellement des équipements, mener des actions de SIC et de renforcement des capacités des bénéficiaires de ces infrastructures.

77. Le système de contrôle de cohérence des dossiers des MP mis en place par l'UCP, à travers les échanges didactiques avec les CRP permet à ceux-ci de mieux affiner l'élaboration des dossiers des micro-projets proposés, leur assurant donc une meilleure viabilité.

78. Enfin, la finalisation du manuel de mise en œuvre des MP qui détaillera le mécanisme de restitution des fonds en précisant les conditions et modalités de remboursement viendra renforcer les capacités de refinancement des CRP.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer les capacités de mobilisation de nouveaux bailleurs des CRP	UCP/CRP	Juillet 2015
Veiller à ce que les dispositifs de suivi des ressources en eau soient opérationnels	UCP	Juillet 2015
Prendre des mesures pour la mise en place d'un fonds pour la maintenance et le renouvellement des équipements	CRP/ACD	Juin 2015
Préciser les conditions et modalités de remboursement des fonds dans le manuel des MP	Coord/UCP	Juin 2015

G. Autres

79. **Communication.** Le processus de mise en place de la stratégie de communication du programme a connu une certaine évolution pendant le premier trimestre de 2015. L'absence du Responsable de la composante d'Animation, Communication et Mise en réseau est palliée par le recrutement d'une stagiaire qui s'occupe en ce moment de la dynamisation d'une page dans le Réseau Facebook où elle assure la diffusion de nouvelles et informations générées par l'UCP et par les CRP.

80. La mise en place du Conseil National de Réduction de la Pauvreté (CNRP) au mois de mai 2015 renforcera la visibilité des activités du Programme au sein de l'ensemble des parties prenantes et contribuer à renforcer la communication du Programme.

81. Enfin, l'opérationnalisation du Système de Suivi et Evaluation, qui est en cours d'achèvement, permettra de collecter, traiter et analyser les données et produire des informations sur le programme, et en même temps alimenter le processus d'apprentissage et de diffusion des innovations.

82. **Partenariat.** Le système de gouvernance basé sur la promotion de politiques de développement local et de lutte contre la pauvreté à travers les Associations Communautaires appelle à nouer de nombreux partenariats. Ainsi, les CRP ont développé des relations avec différents bailleurs de fonds dans le cadre d'autres projets financés par ceux-ci (Projet SODADE financé par l'Union Européenne à Sao Nicolau, Projet Baloi D'Horta à Sao Antao, Programme de parrainage scolaire avec des Associations des Emigrants de Brockton, USA ...), avec les services déconcentrés dans les régions, avec des ONG régionales ou nationales et bien d'autres partenaires publics et privés. Les ACD continuent à mettre en œuvre des activités hors du cadre du POSER avec d'autres partenaires et bailleurs, renforçant ainsi la confiance par les communautés et l'implication de ceux-ci dans leur propre processus de développement.

83. **Aspects environnementaux.** Les impacts environnementaux du POSER qui pourraient être négatifs vont découler des activités agricoles, de l'élevage et, dans une moindre mesure, des autres activités comme la ferronnerie et la pêche. Au plan agricole, l'utilisation des forages d'eau va entraîner un rabattement important des nappes qui à terme risquent de s'épuiser. Cet effet pourrait être irréversible dans le cas de nappes captives qui ne sont pas renouvelées ou dans le cas de sécheresse prolongée pour les nappes d'eau phréatiques. L'utilisation éventuelle de pesticides pourra également induire des effets nuisibles et prolongés sur le milieu, la faune. Les micro-projets d'élevage lorsque ceux-ci sont implantés à proximité des habitations ont des effets nuisibles sur la qualité de vie des populations (odeurs de purin, crottes, fientes, etc.). Ces effets sont prononcés et durable dans le temps.

84. Les activités des micro-projets non agricoles (fabriques, menuiseries métallique, ferronneries) pourraient aussi induire des effets désagréables sur le milieu. Il s'agit notamment des rejets de substances toxiques issues des soudures, peintures, hydrocarbures, lubrifiants etc.). Il y'a également la pollution sonore toujours liée à ce type d'activités.

85. Pour le contrôle et la mitigation de effets négatifs de l'ensemble des activités du projet, il y'a un certain nombre de mesures qui sont suggérés. Ces mesures devront être intégrées dans les activités de renforcement de capacités, de sensibilisation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la collaboration avec les Délégations du MDR dans le domaine du suivi des nappes et des réservoirs d'eau	UCP	Septembre 2015
Inclure dans la formation des bénéficiaires certaines règles de prise ne compte des effets nocifs de leurs activités sur l'environnement	CRP	Mai 2015
Prendre en compte les aspects relatifs aux choix des sites des micros – projets pour mitiger les impacts aux environs des habitations	CRP	Permanant
Encourager la fabrication du compost à partir des sous-produits d'élevage (Renforcement de capacités des ACD)	CRP	Permanent

H. Conclusion

86. La mise en œuvre du POSER est véritablement lancée. Globalement, le système de suivi-évaluation du POSER a connu des avancées notables : le principal outil de base du système, le cadre logique a été révisé et aligné et sur la chaîne des résultats du POSER ; il permet de mettre en œuvre un cadre opérationnel de mesure des performances du Programme. Le manuel des procédures du système est disponible et il intègre un volet important sur le suivi technico-financier du PTBA. L'enquête SYGRI de référence du POSER a été réalisée par l'Institut National des Statistiques (INE). Les outils de gestion, à savoir les manuels de procédures, d'opérations et de gestion des microprojets, ont été validés avec les CRP.

87. Les résultats atteints dans le cadre de la mise en œuvre du programme sont encourageants. En effet, au 31 mars 2015, les activités du POSER ont bénéficié à 394 ménages (217 hommes et 177 femmes). Cent quarante-neuf (149) micro-projets ont été validés et approuvés et 68 microprojets ont été effectivement financés pour un montant total de pour financement. Cependant, le niveau de ressources financières mises à la disposition des CRP ne suffisent pas pour financer la totalité des projets éligibles. Ainsi, il est important de densifier le financement et la réalisation des microprojets sur le PTBA 2015. Donc, il s'avère nécessaire de réviser le PTBA 2015 en dotant les CRP qui ont des capacités d'absorption avérées des moyens supplémentaires. En outre, il est également important de réexaminer le système actuel d'allocation des ressources au niveau de CRP pour un meilleur équilibre de répartition des ressources.

88. Pour assurer la durabilité des investissements au niveau des CRP, il est demandé au programme de définir dans les meilleurs délais les modalités de fonctionnement du Fonds de réinvestissement communautaire en définissant de façon précise le mécanisme de restitution sur les microprojets viables avec les taux et les conditions y relatifs déterminés sur des critères de remboursement clairs et réalistes.

89. Le FIDA et le Gouvernement du Cabo Verde entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Luyaku Loko NSIMPASI
Chargé de portefeuille du FIDA
pour le Cabo Verde

Madame Janira HOPFFER ALMADA
Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et des
Ressources Humaines

Date

Date

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Projet 1604 [1100001604] Rural Socio-economic Opportunities Programme

Faits essentiels

Pays	Cabo-Verde	No. du projet	1604 [1100001604]	No. du prêt/don DSF	L-I--876- [1000004318], L-E--13- [1000004320]
Projet	Rural Socio-economic Opportunities Programme			Prêt/don DSF suppl.	2000000062
Date de mise à jour	20/04/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	20/04/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	10/02/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.59	
Accord	29/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	4.8	FIDA Total	11.00	
Entrée en vigueur	11/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	11.00	25
Premier décaissement	20/05/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement	16/12/14	Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2019	Dernier audit		Financement national total	5.09	15
Achèvement	31/03/2019			Beneficiaries	1.01	5
Clôture	30/09/2019			National Govern	4.08	18
Nbre de prolongations	30/09/2019			Cofinancement total externes	9.50	16
	0			Spanish Fund	9.50	16

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	4	2. Exécution du S&E	2	3
3. Fonds de contrepartie	3	6	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	3	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4

7. Innovation et leçons apprises	4	4
8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Regional Poverty Reduction Fund	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Training, Organization and Networking	4	3	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Aspects fiduciaires. Les taux de décaissement réels actuels sont de : 22,01%/FIDA 1 ; 4,59%/FIDA 2 et 17,46%/FFE (la note 5 attribuée à l'acceptabilité du taux de décaissement a été fondée uniquement sur le taux de FIDA 1 par rapport au PDP). Le taux d'exécution du PTBA/2014 est de 11,4% au 31/03/15. Les fonds de contrepartie sont mis à disposition de façon régulière. Plusieurs points de l'accord ont été mis en conformité. Le planning révisé d'arrêté et d'audit des comptes 2013 et 2014 permettra de respecter l'échéance de transmission des rapports relatifs aux comptes des exercices 2013 et 2014.

La mise en œuvre des activités du Programme a pris beaucoup de retard en 2014. Après la dernière supervision de novembre 2014, un coup d'accélérateur a été donné à l'exécution du programme. En effet, au 31 mars 2015, sur 149 micro-projets validés et approuvés pour financement (84 409 464 CVE), dont 128 engagés (contrats signés) pour un montant de 61 646 997 CVE, et dans lesquels on dénombre 68 financés (44 totalement et 24 en cours de financement) pour un montant de 42 761 503 CVE. L'UCP a engagé un programme de formation et de renforcement des capacités afin de mettre à niveau le personnel de l'UCP, les CRP et les ACD. Pour ce qui est du ciblage, le POSER fait partie intégrante du Programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP), et donc à ce titre, il vise les communautés pauvres des différentes régions du pays. Concernant la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes, les efforts de ciblage sont notables mais restent à parfaire ; le nombre de porteurs de projets jeunes est passé, en deux générations de MP, de 15 à 20%. On note également une forte présence des jeunes dans les instances des CRP et des ACD.

Le processus de mise en place du système de suivi-évaluation est achevé : le cadre logique a été révisé, le manuel des procédures du système est élaboré et en cours de partage, le cahier de charges pour l'informatisation est disponible pour l'acquisition du logiciel. La méthodologie de suivi technique et financier du PTBA est élaborée et va être mise en œuvre d'ici le mois de Juin. Les supports de collecte et de diffusion figurant dans le manuel des procédures vont être mis en place et opérationnalisés ; en attendant la disponibilité du logiciel, les informations pour le pilotage du Projet seront traitées sur Excel. L'organisation de l'unité suivi-évaluation va être revue pour une meilleure répartition des tâches et surtout une concentration sur les activités du suivi-évaluation : gestion globale du système (RSE), gestion du logiciel (un des agents) et suivi du PTBA (le second agent). En ce qui concerne l'enquête SYGRI de référence, elle a été menée par l'INE avec l'appui d'un consultant international. Les activités de collecte et de traitement des données sont terminées : la base de données est disponible et les tableaux de synthèse ont été élaborés. Le rapport de l'étude est en cours de rédaction par le RSE. Concernant le fond de contrepartie, la mise à disposition du POSER du fonds de contrepartie à temps et en quantité suffisante n'a jamais été un problème. Une fois le PTBA de l'année préparé et approuvé indiquant le montant de fonds de contrepartie, cette information est introduite dans le système national de gestion de ressources d'investissement (GIGOF). Le fonds de contrepartie est budgétisé en conséquence et il est libéré sans difficulté en même temps que la libération des ressources sur prêt FIDA.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Sur la base du cadre logique révisé, depuis le démarrage, au total 68 micro-projets ont réalisés sur 381 prévues en fin 2015 (soit 17,8%). Cependant il faut signaler que 60 autres micro-projets dont le contrat est déjà signé sont en attente de leur financement, tandis que 21 micro-projets attendent la signature de leurs contrats., portant à 149 le nombre de projets validés et approuvés qui, s'ils étaient financés, porteraient le pourcentage de réalisation à 39,1%. Les micro-projets couvrent l'ensemble des domaines de la production végétale, de l'élevage, de la pêche et de la maîtrise de l'eau ; et sont à 90% à caractère productif. Le manuel de procédures administratives, financières et comptable est disponible. Il a fait l'objet de partage avec l'UCP et les CRP de toutes les régions. Au 31/03/15, le montant total exécuté est de 42 790 764 CVE, soit un taux d'exécution de 11,40% et des taux par bailleur de : 9,5%/FIDA ; 9,5%/FFE ; 27,9%/Etat et 22,8%/Bénéficiaires. Le manuel de Suivi-évaluation est aussi disponible, a été validé avec l'UCP, et est en train d'être restitué dans les différentes régions avec les

CRP.			
C.5	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
Justification des notes sur les objectifs de développement Les CRP et les ACD sont opérationnelles. L'élaboration des PRLP est basée sur le développement géré par la communauté (Community driven demand). La sélection des projets éligibles se fait à travers un processus transparent et profite globalement aux plus pauvres de la communauté, individuellement ou collectivement. La probabilité de l'atteinte des objectifs de développement existe donc bien. Le POSER met l'accent sur les aspects productifs des projets et sur la qualité de gestion de ceux-ci. Le système de Suivi-évaluation est opérationnel et permettra une meilleure documentation des résultats, effets et de l'impact du Programme.			
C.6	Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
	Aspects fiduciaires	Le respect du planning révisé d'arrêt et d'audit des comptes 2013 et 2014 qui permettra de respecter l'échéance de transmission des rapports relatifs aux comptes des exercices 2013 et 2014 reste encore une préoccupation fondamentale. La formalisation du FRC est également un élément important à prendre en charge rapidement. Enfin, la revue organisationnelle de la cellule administrative, financière et comptable demeure essentielle.	
	Avancement de l'exécution du projet	Les différents manuels sont mis en place. Il reste à les internaliser. Le manuel de procédures administratives, financières et comptables a été partagé dans toutes les régions ; celui du Suivi-évaluation est en cours d'appropriation. Les insuffisances en matière de capacités opérationnelles de l'équipe de l'UCP, des Unités techniques des CRP et des instances des ACD sont en passe d'être corrigées à travers le programme de formation et de renforcement des capacités que le programme est en train de mettre en place. De même, la mise en place des outils de suivi-évaluation et des outils de gestion vient renforcer la qualité de la gestion globale du programme.	
	Produits et réalisations	Les perspectives de densification des activités pour cette année 2015 devraient permettre d'atteindre un meilleur niveau de production qui pourrait atteindre ou même dépasser les prévisions du PTBA 2015.	
	Durabilité	Certaines CRP ont pu développer des partenariats avec d'autres bailleurs dans le cadre de financement d'activités programmées, mais ceux-ci ne participent pas, pour le moment, au financement du fonctionnement de ces institutions. Le renforcement des capacités des CRP et ACD à mobiliser des fonds supplémentaires non seulement pour financer les activités de leurs PRLP, mais également leur fonctionnement serait un gage de durabilité de ces structures locales d'appui au développement. Il en sera de même pour le remboursement du fonds revolving lorsque les conditions et modalités en seront définies. En ce qui concerne les infrastructures, la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif de suivi des nappes et niveaux d'eau pour les forages et retenues d'eau, et la constitution de comités de gestion pour les équipements (réservoirs, système d'irrigation) assureront une meilleure durabilité.	

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
FRC	Formaliser le mécanisme de restitution	Août 2015	A réaliser
Partage du manuel des procédures du système avec les acteurs (CRP, ACD)	Organiser des sessions de partage du manuel et surtout des outils avec les acteurs pour une validation finale et une mise en œuvre immédiate de sorte que le pilotage du projet par le système de suivi-évaluation soit effectif avant la prochaine supervision	Septembre 2015	A réaliser
Informatisation du système du S&E	Finaliser le DAO sur la base du cahier des charges élaboré, sélectionner un prestataire qui va fournir l'application (sous environnement Web. Le prestataire sera également chargé de faire la situation sur les possibilités d'utilisation de l'Internet au niveau des différents CRP, et également l'audit du parc informatique en vue sa mise à niveau par rapport au nouvel environnement.	Août 2015t	A réaliser
Formation à l'administration de l'application informatique du S&E	Organiser une formation pour un agent de l'unité sur la gestion de l'application informatique : administrateur du système, liaison base de données et site Web, mise à jour du site Web	Août 2015t	A réaliser
Reproduction et mise en œuvre des supports	Les fiches de collecte, les tableaux de bord doivent être élaborés périodiquement, distribués et exploités à des fins de pilotage	Juillet 2015t	A réaliser
Situation de référence de l'objectif de développement et des effets du cadre logique révisé	Réaliser l'étude de la situation de référence pour caractériser la situation de départ de l'objectif de développement et des effets attendus du Projet	Immédiat	A réaliser

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Valeur actuelle	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. BUT				
Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres d'ici fin 2018	Diminution de 1% de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans (par sexe) (1) (Objectifs du Gov) -*Augmentation de 2,3% de l'indice d'accumulation des biens(1) (Objectifs Gov)	<i>La situation de référence est de 7%, selon le enquête SYGRI réalisé en Mars 2015</i>	Enquêtes SYGRI (référence et finale) Étude d'impact	<u>Hypothèses:</u> La croissance économique du pays et les moyens de lutte contre la pauvreté sont effectifs et efficaces <u>Risques :</u> Effets du changement climatique Déficit budgétaire et dette extérieure pouvant affecter la capacité du GoCV à mobiliser des fonds
2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT				
Amélioration des revenus locaux, des emplois et des conditions de bien-être des ménages pauvres dans la zone d'intervention du projet.	- Augmentation des revenus globaux et de la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires du POSER - Création d'emplois durables - 10.957 ménages pauvres bénéficient des actions du POSER (2)	ND ND 394	Enquêtes spécifiques sur le niveau d'atteinte de l'objectif de développement	<u>Hypothèses:</u> Les prix (internationaux et nationaux) des matières premières, restent abordables pour les populations rurales -Développement de liens privilégiés avec le secteur privé local <u>Risques :</u> Non respect du Gouvernement de ses engagements en tant que contrepartie
3. Résultats				
EFFET 1 : Les CRP sont efficaces et diversifient les fonds mobilisés	- Diversification du partenariat des CRP - Accroissement de la capacité de mobilisation des fonds	ND ND		<u>Hypothèses :</u> Le niveau de confiance des autres acteurs du développement économique local vis-à-vis des CRP se maintient.
Produits: 1. les PRLP sont élaborés avec une large participation des	-18 PRLP élaborés, et réalisés à 70%	0	-Rapports annuels des CRP -Fiches de collecte --- Conventions et accords de	<u>Hypothèses :</u> Le niveau d'adhésion et de confiance vis-à-vis des ACD, et des CRP se maintient.

communautés et considérés par les autres acteurs publics et privés comme plateforme de concertation pour orienter leurs actions	- Nombre de nouveaux partenaires des CRP	ND	prêts ou dons	
2. la capacité de mobilisation de fonds (fundraising) et de gestion efficace des CRP est nettement améliorée	- le taux de mobilisation des financements est de 85% - le taux de réalisation des budgets annuels des CRP est d'au moins 80%	ND ND		<u>Hypothèses</u> : les ressources financières sont réellement disponibles et accessibles au niveau des bailleurs des CRP
EFFET 2 : Les activités génératrices de revenus, d'emplois améliorent les conditions de bien-être des ménages pauvres de la zone d'intervention du Projet.	- Accroissement de 40% des revenus monétaires induits par les microprojets productifs et par les emplois - *Efficacité des MP - *Durabilité des MP	ND ND ND	-Enquêtes spécifiques -Statistiques nationales	<u>Hypothèses</u> : les prix locaux des produits des MP sont incitatifs et stables <u>Risques</u> : - les aléas climatiques réduisent les productions potentielles - l'accès aux marchés des produits est difficile
Produits 3. les ménages pauvres bénéficient d'activités génératrices de revenus et d'emplois durables	- Au moins 905 MP réalisés - 8141 bénéficiaires des MP sur des activités génératrices de revenus dont 50% pour les femmes et 30% de jeunes - Au moins 7531 emplois créés *2442 Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole (H/F) *2442 Personnes formées aux méthodes et techniques de production	62 342 ND 82 86	Fiches de collecte Base de données des microprojets	<u>Hypothèses</u> : le processus d'élaboration et de financement des microprojets est pertinent, efficace et réellement participatif <u>Risques</u> : Aléas climatiques pour les microprojets de production agricole pluviale

	animale (H/F) *2442 Ménages ayant accès aux services zoo-sanitaires mis en place *2442 Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel *610 Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle (H/F) *100 Installations de commercialisation aménagées/remises en état *40 Installations de transformation aménagées/remises en état *244 hectares d'irrigation aménagés/remis en état -	86 86 2 9 1 8,2		
4. les ménages pauvres bénéficient d'activités à caractère social	-Au moins 188 microprojets à caractère social 2816 bénéficiaires de microprojets à caractère social financés *50 Réseaux d'eau potable installés/remis en état *Autres infrastructures construites/remises en état	6 52 4 0	Fiches de collecte Base de données des microprojets	
EFFET 3: les structures institutionnelles (ACD, CRP) mises en place dans le cadre du PLPR sont consolidées et pérennisées	-508 ACD opérationnels renforcés *Nombre d'ACD comptant des femmes dans leurs instances de direction -9 CRP sont fonctionnels	92 21 9	-Enquêtes spécifiques -Statistiques nationales	<u>Hypothèses</u> : Le niveau de confiance des populations vis-à-vis des ACD, CRP se maintient.

	*Nombre de CRP comptant des femmes dans leurs instances de direction *Efficacité des structures institutionnelles *Durabilité des structures institutionnelles -	0 ND ND		
Produits 5 : le réseau des facilitateurs est renforcé et étendu aux ACD	-Nombre de facilitateurs opérationnels (H/F)) -Nombre d'ACD nouveaux avec facilitateurs opérationnels	ND	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fiches de collecte ▪ Rapports ▪ Études spécifiques 	Risques: le développement d'opportunités lucratives concurrentielles pour les potentiels facilitateurs
6: les compétences des facilitateurs sont renforcées	-Nombre de facilitateurs formés (H/F) -Nombre de sessions de formation des facilitateurs	ND	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fiches de collecte ▪ Rapports ▪ Études spécifiques 	<u>Risques</u> : Faible niveau d'instruction des potentiels facilitateurs
7: Des partenariats pluri niveaux sont opérationnels	- Nombre de nouveaux partenaires nouveaux - Montants mobilisés au niveau des partenaires nouveaux	ND	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fiches de collecte ▪ Rapports ▪ Études spécifiques 	<u>Hypothèses</u> : Le niveau de confiance des autres acteurs du développement économique local vis-à-vis des CRP se maintient

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Organiser des sessions de partage du manuel et surtout des outils avec les acteurs pour une validation finale et une mise en œuvre immédiate de sorte que le pilotage du projet par le système de suivi-évaluation soit effectif avant la prochaine supervision	Mai 2015	RSE	
	Finaliser le DAO sur la base du cahier des charges élaboré, sélectionner un prestataire qui va fournir l'application (sous environnement Web.	Juin 2015	RSE	
	Procéder à un diagnostic organisationnel et institutionnel des CRP et des ACD	Juin 2015	Coord/UCP/CRP/ACD	
	Renforcer les investissements dans les CRP qui présentent une forte capacité d'absorption	Pour mémoire	UCP	
	Achever le processus d'élaboration des PRLP, en tirer les PAA et les activités à intégrer au PTBA 2015	Fin mai 2015	CRP/ACD/UCP	
	Procéder à la révision du PTBA 2015	Juin 2015	Coord/UCP	
Produits	Intégrer l'étude de faisabilité dans le dossier des MP à analyser et qui insistera sur les aspects marché et rentabilité, et élaborer le canevas de préparation des dossiers des MP	30 Juin 2015	UCP/RSE	
	Définir les conditions et modalités de remboursement afin de rassurer les CRP sur leur propre capacité de renouvellement des financements	Juin 2015	Coord/UCP	
	Améliorer la qualité des réalisations d'infrastructures en impliquant la Direction services du Génie Rural et de la Sylviculture (DSGRS) concernés dans l'exécution des infrastructures d'agriculture, d'élevage, d'hydraulique	Juillet 2015	UCP	
	Renforcer la cohérence des interventions en prenant en compte toute la chaîne de valeur pour chaque microprojet	Juillet 2015	CRP/UCP	
	Faire élaborer par la DSGRS un guide technique pour la réalisation des infrastructures dans la mise en œuvre des micro-projets	Septembre 2015	UCP	

Durabilité	Améliorer la qualité des MP et l'efficacité du suivi-accompagnement : mieux outiller les animateurs et les ACD	Permanent	UCP/CRP
	Accélérer l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation mis en place	Juin 2015	RSE/Coord
	Renforcer la sensibilisation/information des populations, particulièrement les femmes et les jeunes, en insistant sur les aspects économiques des MP	Permanent	RG/RME/RAFMR/UCP
	Poursuivre la densification des appuis aux CRP et ACD en matière de formation en genre et inclusion des jeunes	Permanent	RAFMR/UCP
	Organiser des rencontres spécifiques sur le programme à l'endroit des femmes et des jeunes membres des ACD	Juin 2015	RG/RMERAFMR/UCP
	Organiser des visites d'échanges inter-CRP pour un meilleur partage des expériences, ainsi que pour la Responsable ciblage et genre	Permanent	Coord/UCP
	Renforcer les capacités de mobilisation de nouveaux bailleurs des CRP	Juillet 2015	UCP/CRP
	Veiller à ce que les dispositifs de suivi des ressources en eau soient opérationnels	Juillet 2015	UCP
	Prendre des mesures pour la mise en place d'un fonds pour la maintenance et le renouvellement des équipements	Juin 2015	CRP/ACD
	Préciser les conditions et modalités de remboursement des fonds dans le manuel des MP	Juin 2015	Coord/UCP
Aspects fiduciaires	Rendre disponibles les appendices et autres situations de gestion des aspects fiduciaires au démarrage de chaque mission de supervision	Pour mémoire	RAF/CN/AC
	Assurer: i) une formation d'appoint sur TOM PRO 2 pour les agents de la filière comptable du POSER (UCP/CRP); ii) un renforcement des capacités de l'UCP et des CRP en matière de passation de marches; iii) l'organisation d'un atelier de team building	31 octobre 2015	Coord/RAF
	Faire valider les PV de valorisation des immobilisations du PLPR et comptabiliser	31 mai 2015	Coord/RAF/CN
	Assurer les biens du programme	31 juillet 2015	Coord/RAF
	Effectuer de bonnes prévisions budgétaires en matière de contrepartie de l'Etat et de contribution des bénéficiaires	Pour mémoire (PTBA 2016)	Coord/RAF/RSE
	Renforcer le financement et la réalisation des MP dans les CRP porteuses et reviser le PTBA 2015 en conséquence	30 juin 2015	Coord/RAF/RSE
	Régler le problème de l'avance initiale du FIDA 2 dans le cadre du Pari passu	31 mai 2015	Coord/FIDA
	Finaliser et transmettre la DRF N°4 en préparation	31 mai 2015	Coord/RAF
	Assurer un suivi rapproché pour la remontée des pièces justificatives des ACD/CRP	Pour mémoire	Coord/RAF/CN

Autres	Régulariser l'écart de reconstitution du compte ddésigné de 38 886,69 Euros à travers le Fonds de Contrepartie	31 mai 2015	Coord/RAF
	Mettre en adéquation les virements de fonds effectués au profit des CRP, les dépenses et les reliquats y relatifs avec les soldes des comptes des CRP au 31 mars 2015 et les montants en cours de justification de la reconstitution du compte désigné	31 mai 2015	RAF/CN/CRP
	Établir et valider avec les CRP le nouveau système d'allocation des ressources	Pour mémoire (PTBA 2016)	RAF/Coord/RSE/CRP
	Prendre les dispositions nécessaires pour la prise en charge à travers les Fonds de contrepartie, des sommes saisies par la Justice au niveau des CRP concernées	30 juin 2015	Coord
	Appuyer les CRP.ACD à la formalisation et à la comptabilisation de la contribution des bénéficiaires	31 juillet 2015	RAF/RSE/CN/RMP
	Définir les modalités de fonctionnement du FRC en précisant le mécanisme de restitution de tout ou partie des fonds mis à disposition	30 juin 2015	Coord/RSE.RAF/RMP
	Mettre en oeuvre les ameliorations proposes pour conforter la gestion des ECD	Immédiat	RAF/CN/AC/RPM
	Respecter le planning révisé d'arrêté et d'audit des comptes 2013/2014	30 juin 2015	Coord/RAF/CN/AC/CRP
	Renforcer la collaboration avec les Délégations du MDR dans le domaine du suivi des nappes et des réservoirs d'eau	Septembre 2015	UCP
	Inclure dans la formation des bénéficiaires certaines règles de prise ne compte des effets nocifs de leurs activités sur l'environnement	Mai 2015	CRP
	Prendre en compte les aspects relatifs aux choix des sites des micros – projets pour mitiger les impacts aux environs des habitations	Permanant	CRP
	Encourager la fabrication du compost à partir des sous-produits d'élevage (Renforcement de capacités des ACD)	Permanent	CRP

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

AVANCEMENT TECHNIQUE AU REGARD DU PTBA 2015 (Y COMPRIS LES INDICATEURS SYGRI)								
Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 31 Mars 2015			Total progrès	Progrès effectif	Objectif fixé	% progrès total par rapport aux
		Objectifs PTBA 2015	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Précédants	global	dans le DCP	objectifs du DCP
Composante 1: Programmes Regionaux de lutte contre la pauvreté								
Sous/Composante 11: Investissements PRLP								
Nombre de Bénéficiaires (Homme)	Nombre	13230	702	5%	279,0	981	27 283	4%
Nombre de Bénéficiaires (Femme)	Nombre	13770	708	5%	281,0	989	27 502	4%
Nombre de Menages Bénéficiaires	Nombre	5400	282	5%	112,0	394	10 957	4%
Nombre de Microprojets Génératrices de Revenus	Nombre	188	34	18%	28,0	62	905	7%
Nombre de Microprojets à Caractere Sociale	Nombre	37	4	11%	2,0	6	188	3%
Perimetre d'Irrigation Amenagé /Remis En Etat	há	8	5,6	70%	2,6	8,2	244	3%
Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre	332	75	23%	11,0	86	2442	4%
Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	12	1	8%	-	1	40	3%
Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	8	3	38%	1,0	4	50	8%
Personnes formées aux méthodes et techniques de production	Nombre	93	34	37%	16,0	50	1465	3%

agricole(homme)								
Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole(femme)	Nombre	81	22	27%	10,0	32	977	3%
Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (homme)	Nombre	110	22,0	20%	4,0	26	733	4%
Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (femme)	Nombre	222	53	24%	7,0	60	1709	4%
Ménages ayant accès aux services zoosanitaires mis en place	Nombre	332	75	23%	11,0	86	2442	4%
Installations de commercialisation aménagées/remises en état	Nombre	ND	1	#VALEUR!	8,0	9	100	9%
Nombre de Personnes bénéficiaires de Formation Professionnelle (homme)	Nombre	80	0	0%	1,0	1	305	0%
Nombre de Personnes bénéficiaires de Formation Professionnelle(femme)	Nombre	65	0	0%	1,0	1	305	0%
Composante 2: Animation, Formation et Mise en Réseau								
Sous/Composante 21: Animation								
Groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	ND	ND	#VALEUR!	17	#VALEUR!	203	#VALEUR!
Membres des groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	ND	ND	#VALEUR!	2 227	#VALEUR!	15 742	#VALEUR!
Membres des groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	ND	ND	#VALEUR!	2 226	#VALEUR!	15 246	#VALEUR!
Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	ND	ND	#VALEUR!	73	#VALEUR!	508	#VALEUR!
Plans villageois/communautaires élaborés	Nombre	63	ND	#VALEUR!	55	#VALEUR!	406	#VALEUR!
Nombre de séances d'information/capacitation en associativisme organisées	Nombre	0	0	#DIV/0!	-	0	42	0%

Nombre d'Atelier/Seminaires réalisées par l' UCP	Nombre	1	0	0%	1,0	1	12	8%
Nombre d'Atelier/Seminaires réalisées par les CRPs	Nombre	9	0	0%	9,0	9	81	11%
Nombre de PRLP élaborés	Nombre	9	0	0%	-	0	9	0%
Nombre de Depliant/Bulletins sur le Programme élaboré et publiés	Nombre	0	0	#DIV/0!	-	0	20	0%
Sous/Composante 22: Formation								
Nombre de Leadeurs des ACDs hommes formées en Elaboration de dossiers de Projets	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	210	0%
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Femme Elaboration de dossiers de Projets	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	140	0%
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Homme en Leadership	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	210	0%
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Femme en Leadership	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	140	0%
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Homme sur les rôles et responsabilités	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	210	0%
Nombre de Leadeurs des ACDs formées Homme sur les rôles et responsabilités	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	140	0%
Nombre de visites d'Echanges/Formations organisés	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	120	0%
Nombre de personnes hommes bénéficiaires de visites d'échanges	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	1854	0%
Nombre de personnes femmes bénéficiaires de visites d'échanges	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	1746	0%
Nombre de leadeurs des ACDs formées en Entrepreneuriat	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	210	0%
Nombre de leadeurs des ACDs formées en Entrepreneuriat	Nombre	ND	0	#VALEUR!	-	-	140	0%
Nombre de sessions de Formations en Egalité Equité de Genre organisé	Nombre	9	1	11%	1,0	2,0	36	6%
Nombre de personnes hommes formés sur le genre	Nombre	29	4	14%	10,0	14,0	305	5%

Nombre de personnes femmes formées sur le genre	Nombre	26	4	15%	5,0	9,0	203	4%
Composante 3: Gestion du Programme								
Sous/Composante 31: Gestion du Programme								
Nombre de Réunions de Coordination organisé par l'UCP	Nombre	12	3	25%	-	3,0	60	5%
Nombre des CRPs objet de Mission de Supervision de L'UCP	Nombre	9	2	22%	6,0	8,0	ND	#VALEUR!
Nombre d'Audits des comptes réalisé	Nombre	1	0	0%	-	-	6	0%
Nombre d'Enquetes d' Effets Realisées	Nombre	1	0	0%	-	-	12	0%
Nombre d'Études réalisés	Nombre	2	0	0%	-	-	27	0%
Nombre de Mission de Suivi Physique des Microprojets par l'UCP	Nombre	18	0	0%	-	-	40	0%
Nombre d'Etudes de Référence Réalisées	Nombre	1	1	100%	-	1,0	2	50%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

POSER/Appendice 5A

Performance financière par bailleur (USD 000) au 31/03/2015

Financier	Approuvé	Réel	Décaissements	%
Prêt/FIDA	6 380,00	6 380,00	1 436,00	22,51
Prêt Sup/FIDA	4 620,00	4 620,00	200,00	4,33
FFE	9 504,00	9 504,00	1 571,00	16,53
Gouvernement	4 083,00	4 083,00	733,00	17,95
Bénéficiaires	1 005,00	1 005,00	55,00	5,47
Total	25 592,00	25 592,00	3 995,00	15,61

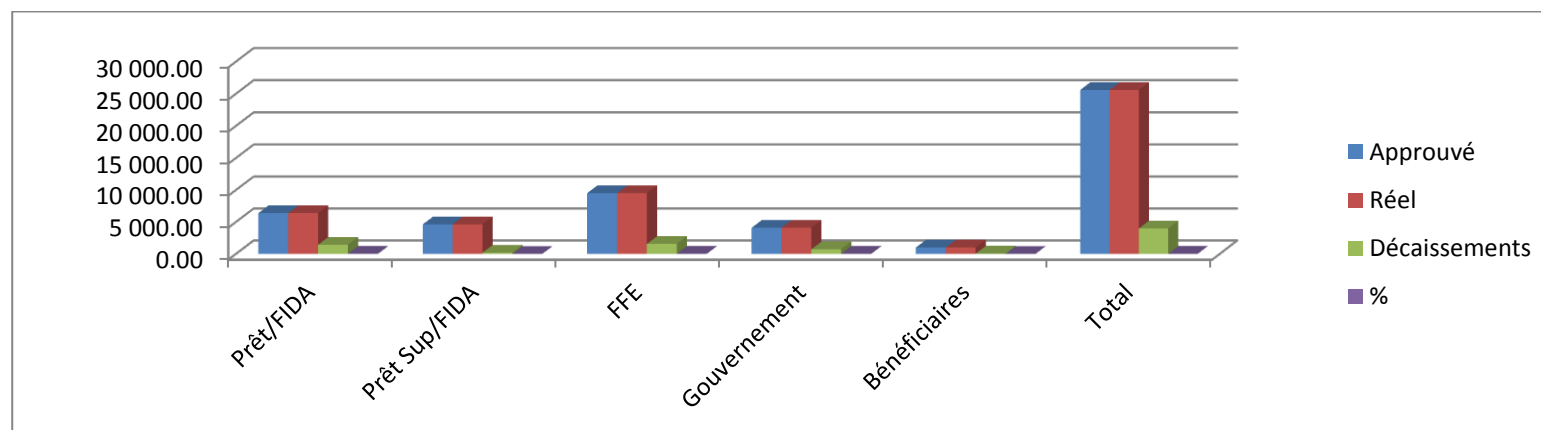
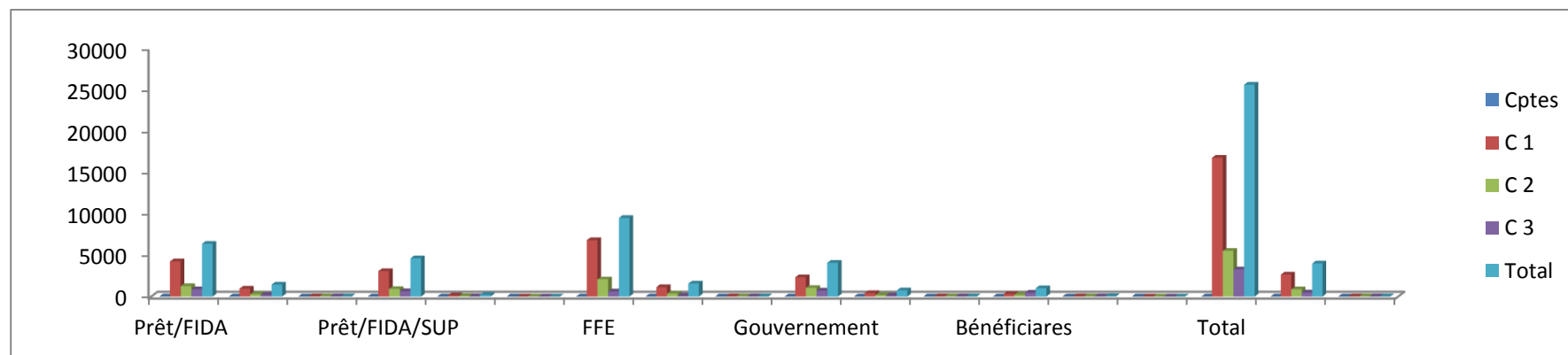


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

POSER/ Appendice 5B

Performance financière par bailleur et par composante (USD '000) au 31/03/2015

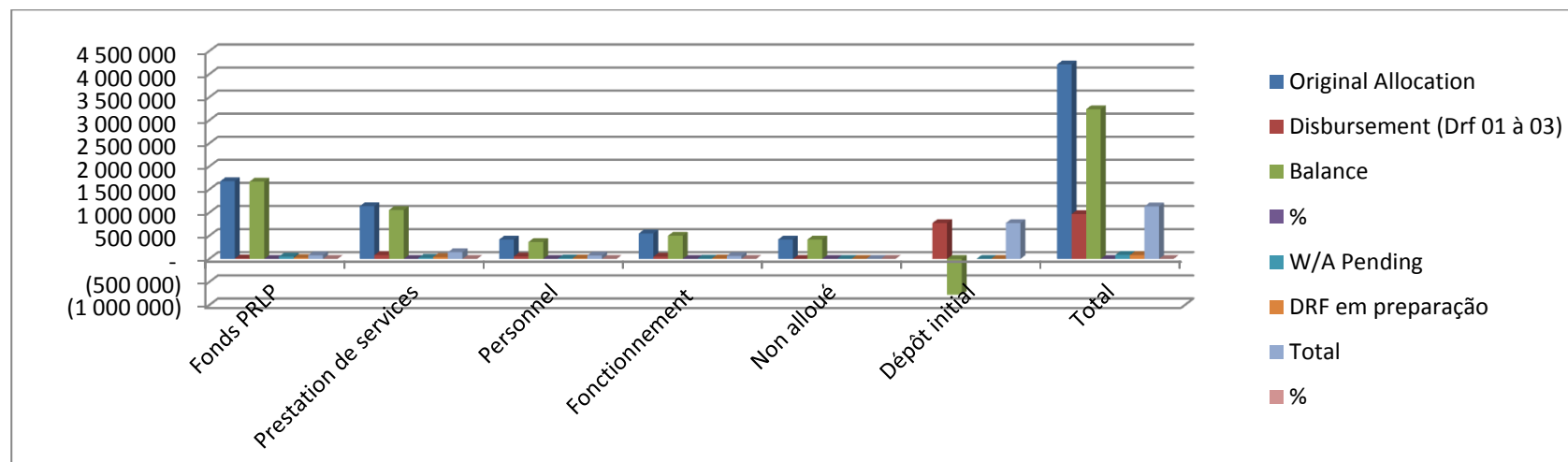
	Prêt/FIDA			Prêt/FIDA/SUP			FFE			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Cptes	Réel	Décaiss	%	Reel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%
C 1	4 248,00	956,00	22,50	3 077,00	133,00	4,32	6 825,00	1 128,00	16,53	2 324,00	417,00	17,94	312,00	17,00	5,45	16 786,00	2 651,00	15,79
C 2	1 260,00	284,00	22,54	912,00	40,00	4,39	2 074,00	343,00	16,54	1 040,00	187,00	17,98	231,00	13,00	5,63	5 517,00	867,00	15,72
C 3	872,00	196,00	22,48	631,00	27,00	4,28	605,00	100,00	16,53	718,00	129,00	17,97	462,00	25,00	5,41	3 288,00	477,00	14,51
Total	6 380,00	1 436,00	22,51	4 620,00	200,00	4,33	9 504,00	1 571,00	16,53	4 082,00	733,00	17,96	1 005,00	55,00	5,47	25 591,00	3 995,00	15,61



POSER/ Appendice 5C. Décaissements Prêt/FIDA (DTS) AU 31 MARS 2015

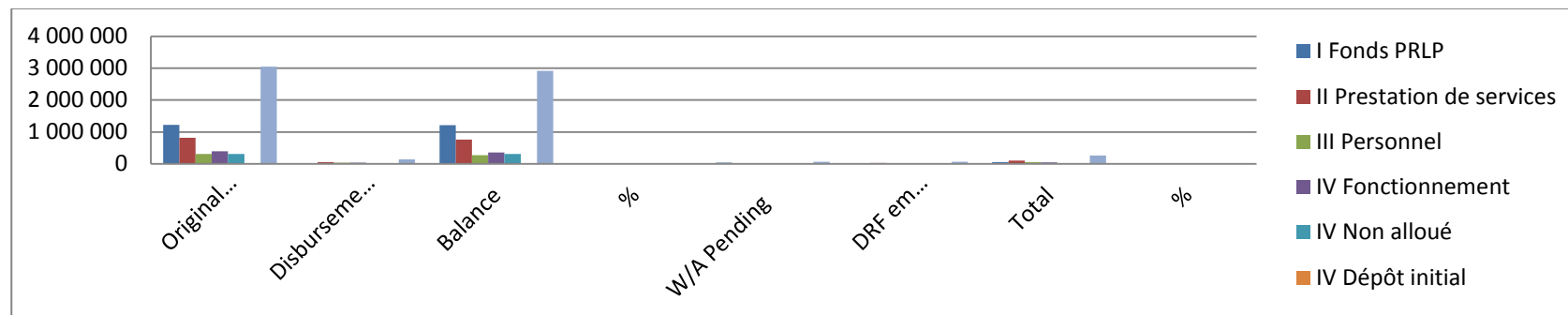
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 03)	Balance	%	W/A Pending	DRF em preparação	Total	%
I	Fonds PRLP	1 680 000	8 630,64	1 671 369	0,51	49 612,27	21 526,83	79 769,74	4,75
II	Prestation de services	1 140 000	82 601,96	1 057 398	7,25	22 092,54	39 340,41	144 034,91	12,63
III	Personnel	420 000	53 457,28	366 543	12,73	7 197,23	10 691,57	71 346,08	16,99
IV	Fonctionnement	550 000	48 187,65	501 812	8,76	6 213,78	10 735,44	65 136,87	11,84
	Non alloué	420 000	0,00	420 000	-	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépôt initial		775 962,41	-775 962		0,00	0,00	775 962,41	
	Total	4 210 000	968 839,95	3 241 160,05	23,01	85 115,82	82 294,25	1 136 250,02	26,99

Cambio: 1DTS = 1,15985EURO



POSER/Appendice 5C. Décaissements Prêt supplémentaire/FIDA (DTS) AU 31 MARS 2015

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 03)	Balance	%	W/A Pending	DRF em Preparação	Total	%
I	Fonds PRLP	1 220 000	6 265,49	1 213 735	0,51	36 809,10	15 971,52	59 046,11	4,84
II	Prestation de services	820 000	59 965,60	760 034	7,31	16 391,24	29 188,04	105 544,89	12,87
III	Personnel	310 000	38 807,78	271 192	12,52	5 339,88	7 932,45	52 080,12	16,80
IV	Fonctionnement	390 000	34 982,23	355 018	8,97	4 610,22	7 965,00	47 557,45	12,19
	Non alloué	310 000	0	310 000		0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépôt initial		0	0		0,00	0,00	0,00	
	Total	3 050 000	140 021,10	2 909 979	4,59	63 150,45	61 057,02	264 228,57	8,66



POSER/Appendice 5C. Décaissements Prêt/FFE (euro) AU 31 MARS 2015

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 03)	Balance	%	W/A Pending	DRF em Preparação	Total	%
I	Fonds PRLP	2 880 000	15 211,22	2 864 789	0,53	85 386,07	37 049,14	100 597,29	3,49
II	Prestation de services	1 900 000	145 583,29	1 754 417	7,66	38 022,76	67 707,51	183 606,05	9,66
III	Personnel	710 000	94 216,74	615 783	13,27	12 386,93	18 400,92	106 603,66	15,01
IV	Fonctionnement	900 000	84 929,18	815 071	9,44	10 694,33	18 476,42	95 623,51	10,62
	Non alloué	710 000	0,00	710 000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépôt initial		900 000,00	-900 000		0,00	0,00	900 000,00	0
	Total	7 100 000	1 239 940,42	5 860 060	17,46	146 490,09	141 633,98	1 386 430,51	19,53

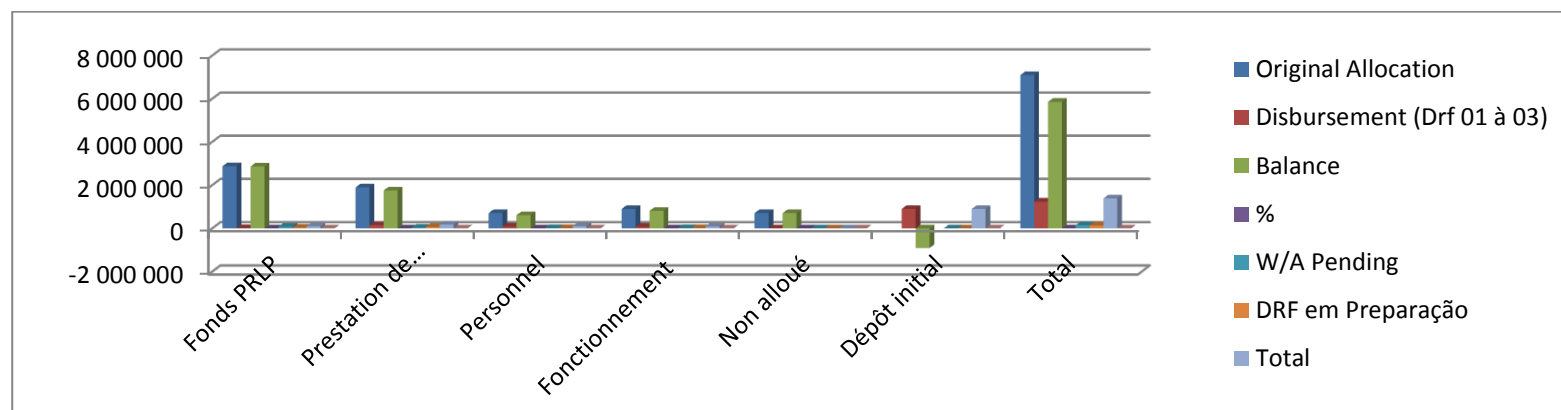


Figure 1: Décaissements : comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, point 10 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte désigné »	« Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en USD auprès de la banque centrale acceptable pour le FIDA ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 10 est ainsi libellé « l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en euro auprès de la banque centrale de Cabo Verde.
Section B, point 11 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte d'opération »	« L'emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en Escudos du Cap-Vert (CVE) pour la réalisation des activités du programme ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Cette disposition a été supprimée dans la mesure où le compte désigné est en euro et qu'il y a une parité fixe entre l'euro et l'escudo : 1 euro = 110,265 escudos. la banque reçoit le chèque en escudo et procède au paiement en tenant compte du taux de change fixe.
Section B, point 12 de l'amendement du 27 mai 2013 « contrepartie »	« L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD, représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme, qui seront pris en charge par l'emprunteur au moyen, notamment, d'exonérations des droits de douane et taxes ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 12 est ainsi libellé. « L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD. Ce montant représente la contribution de l'emprunteur : a) à la prise en charge par l'emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme , pour un total approximatif de 2 millions d'USD ; et b) au financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service, pour un montant approximatif de 2 millions d'USD ».
Annexe 2 de l'amendement du 27 mai 2013 « tableau d'affectation des fonds »	« Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le tableau d'affectation est ainsi libellé « Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories. Chaque demande de décaissement sera répartie par le fonds en pari passu selon un ratio 31/23/46 entre le prêt du fonds, le prêt supplémentaire du fonds et le prêt du fonds fiduciaire ».

Section 7.02, b), ii) des conditions générales « PTBA »	« l'agent principal du programme soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée..... ».	31/10/2015	Pour mémoire	Le PTBA 2015 a été transmis au FIDA le 25/01/2015 avec une non objection du 13/02/2015. Conformément aux dispositions des Conditions Générales, le PTBA doit être transmis au FIDA 60 jours avant le début de la période considérée. Le Programme devra prendre les dispositions nécessaires pour transmettre le PTBA/PPM 2016 au FIDA avant le 31/10/2015.
Section 7.08, a) des conditions générales « Assurance des biens »	« L'emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques, l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du programme selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales ».	31/07/2015	A mettre en œuvre	Le programme est en train de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les immobilisations du POSER conformément aux dispositions des Conditions Générales applicables aux prêts/dons du FIDA.
Section 8.03, a) des conditions générales « Rapport d'activités »	« L'agent principal du programme, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du fonds..... »	30/09/2015	A mettre en œuvre	Le rapport du premier semestre du programme devra être transmis au FIDA au plus tard le 30/09/2015.
Section 9.02 des conditions générales « Etats financiers »	« L'emprunteur/bénéficiaire remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au programmes, établis, conformément aux normes et procédures agréées par le fonds, dans un délai de quatre (04) mois après la clôture de chaque années fiscale ».	25/05/2015	A mettre en œuvre	L'échéance des transmission des états financiers 2013 et 2014 au FIDA au plus tard le 31/03/2015 n'a pas pu être respecté à cause de la finalisation du paramétrage du logiciel Tom2Pro. La nouvelle échéance a été porté au 25/05/2015.
Section 9.03, b) des conditions générales « Audit des comptes »	« Remettre au fonds dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandations des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception ».	30/06/2015	A mettre en œuvre	Le programme est en train de prendre les dispositions nécessaires pour respecter l'échéance de transmission des rapports d'audit des comptes 2013 et 2014 devront parvenir au FIDA au plus tard le 30/06/2015.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le programme étant en phase de densification de ses activités, c'est seulement maintenant que les CRP et les ACD sont en train de capitaliser sur les bonnes pratiques découlant de la mise en œuvre des microprojets productifs. Les réunions d'information/sensibilisation sont le lieu privilégié pour partager entre les CRP, les ACD, l'UCP et autres partenaires à la mise en œuvre du programme, les contraintes et leçons apprises afin de mieux mettre en place et gérer leurs activités.

En ce qui concerne l'appropriation des procédures de montage des micro-projets et de suivi de ceux-ci par les animateurs, des recommandations ont été formulées pour le renforcement de leurs capacités, sous forme d'apprentissage, dans un processus continu dans le cadre même de leur travail.

Innovation

Dans la région de Santiago Sud, une démarche a été adoptée dans la priorisation des interventions. En effet, la CRP a focalisé ses actions dans un groupe de communautés classé comme prioritaires, à partir des diagnostics réalisés entre mai et octobre 2014, en profitant aussi de l'expérience du PLPR. C'est une approche pertinente qui mérite d'être diffusée dans les autres CRP sur l'ensemble des zones d'intervention du projet.

POSER/DOCUMENTS DE TRAVAIL AU 31/03/2015

1. Exécution du PTBA/2014 par bailleur, par composante et par catégorie
2. Reconstitution du compte désigné
3. Virement de fonds au profit des CRP
4. Contrepartie de l'Etat
5. Financement des Microprojets
6. Trésorerie du Programme
7. Dettes du Programme
8. Saisies des comptes CRP
9. Registre des DRF
10. Registre des contrats
11. Contrats/Programmes/CRP
12. Immobilisation sur ressources du POSER
13. Situation du personnel : tableaux 1 et 2
14. Revue des ECD
15. Evaluation financière lors de la supervision : annexes II, III et IV

POSER PTBA 2015 au 31/03/2015 (CVE)

BAILLEURS

BAILLEURS	Prévisions		Réalizations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
FIDA	178 931 426,10	47,7	17 059 845,78	39,9	9,5
FFE	152 422 837,98	40,6	14 532 461,22	34,0	9,5
Etat	23 190 604,01	6,2	6 466 094,00	15,1	27,9
Bénéficiaires	20 717 801,12	5,5	4 732 363,00	0,1	22,8
TOTAL	375 262 669,21	100,0	42 790 764,00		11,4

COMPOSANTES

COMPOSANTES			
	Prévisions	Réalizations	Taux
Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté(PRLP)	274 694 263,04	28 751 286,00	10,5
Formation, animation et mise en réseau	38 425 808,79	4 955 022,00	12,9
Coordination et Gestion	62 142 597,38	9 084 456,00	14,6

TOTAL	375 262 669,20	42 790 764,00	11,4
--------------	-----------------------	--------------------------	-------------

CATEGORIES

CaTEGORIES	Prévisions		Réalisations		Taux d'exécution
	Montants	%	Montants	%	
Catégories I - Fonds PRLP	207 178 672,74	55,2	13 613 283,00	31,8	6,6
Catégories II - Prestation de services	90 469 124,55	24,1	16 807 184,20	39,3	18,6
Catégories III - Personnel	31 748 160,39	8,5	7 252 314,00	16,9	22,8
Catégories IV - Fonctionnement	45 866 711,52	12,2	5 117 623,00	12,0	11,2
TOTAL	375 262 669,20	100,0	42 790 404,20	100,0	11,4

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL

Titre du programme: POSER - Programme de Promotion des Opportunités Socio-économiques Rurales
Prêt du FIDA 1/FIDA 2/ FFE n°: L-I-876-CV//L-I-876 A-CV et L-E-13- CV

NUMÉRO DE COMPTE: COMPTE SPÉCIAL n° 04088202138 FIDA

1	MONTANT TOTAL AVANCÉ PAR LE FIDA ET FFE			1 800 000,00
2	MOINS MONTANT TOTAL RÉCOUVRÉ PAR LE FIDA ET FFE			0
3	ÉGAL ENCOURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE DÉSIGNÉ (ligne 1 moins ligne 2)			1 800 000,00
4	SOLDE DU COMPTE DÉSIGNÉ SUIVANT RELEVÉ BANCAIRE JOINT À LA DATE DU [31/03/2015]			225 266,40
5	PLUS SOLDE DU (DES) COMPTE(S) DE PROJET ÉNUMÉRÉS SÉPARÉMENT	Euro		
	PLUS SOLDE DES COMPTES AUXILIAIRES ÉNUMÉRÉS SÉPARÉMENT			363 032,29
	CRP Fogo			34 425,84
	CRP São Nicolau			15 859,96
	CRP Brava			26 547,25
	CRP Santiago Norte			49 159,73
	CRP Santo Antão			116 575,91
	CRP Santiago Centro			60 053,43
	CRP Santiago sul			11 115,63
	CRP São Vicente			26 576,22
	CRP Maio			22 718,32
	PLUS SOLDE ARGENT EN CAISSE			847,27
			sous-total de 5	363 879,56
	TOTAL DES SOLDES BANCAIRES [COMPTE DÉSIGNÉ, COMPTE DE PROJET, COMPTES AUXILIAIRES ET ARGENT EN CAISSE] (ligne 4 + ligne 5)			589 145,96
6	PLUS MONTANT TOTAL DEMANDÉ DANS CETTE DRF N°	<u>DRF n° 5 en preparation</u>		307 899,39
7	PLUS MONTANT TOTAL PRÉLEVÉ DU COMPTE DÉSIGNÉ, DU COMPTE DE PROJET, DU COMPTE DE DON, MAIS PAS ENCORE DEMANDÉ POUR RÉAPPROVISIONNEMENT ou DRF en attente de soumission		EURO	
	RAISON: <u>Avance 2014/2015 aux CRPs(Nov/14 et Février/Mar/15) a justifiés</u>			545 611,24
8	PLUS MONTANTS DÉJÀ DEMANDÉS MAIS PAS ENCORE CRÉDITÉS À LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET/OU DEMANDÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE			
		DEMANDE N°	DATE	Euro
		N° 04		318 456,72
			Euro	
			sous-total de 8	318 456,72
9	MOINS INTÉRÊTS COURUS CRÉDITÉS AU COMPTE [à compléter. Si zéro, inscrire "0"]			0,00
10	MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIÉE (ligne 5 * à ligne 9)			1 761 113,31
11	EXPLICATION DES ÉVENTUELS ÉCARTS ENTRE LES TOTAUX INDIQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10			Euro
	Rmq: L'ecart de 38.886,69s'agit montant a remboursé par le Contrepartie au compte designé.			38 886,69
12	DATE: <u>28/04/2015</u>			
		SIGNATURE:		

POSER/SITUATION DES VIREMENTS DE FONDS AU PROFIT DES CRP au 31/03/2015 EN CVE

Libellés	FIDA		ETAT		TOTAL	
	Montants virés	Montant Depenses	Montants virés	Montant Depenses	Montants virés	Montant Depenses
CRP/BRAVA	15 106 462,00	7 382 807,00	1 075 770,00	1 670 329,00	16 182 232,00	9 053 136,00
CRP/FOGO	18 850 969,00	12 067 854,00	1 494 365,00	720 658,00	20 345 334,00	12 788 512,00
CRP/MAIO	10 996 085,00	8 383 921,00	1 677 382,00	2 008 364,00	12 673 467,00	10 392 285,00
CRP/SÃO NICOLAU	11 174 816,00	10 219 551,00	1 530 719,00	1 523 517,00	12 705 535,00	11 743 068,00
CRP/ SÃO VICENTE	14 197 428,00	11 239 301,00	1 289 025,00	1 147 546,00	15 486 453,00	12 386 847,00
CRP/SANTO ANTÃO	33 107 144,00	20 219 301,00	2 113 471,00	2 123 304,00	35 220 615,00	22 342 605,00
CRP/SANTIAGO CENTRO	26 333 026,00	8 691 149,00	2 049 150,00	2 091 587,00	28 382 176,00	10 782 736,00
CRP/SANTIAGO NORTE	40 251 288,00	18 338 253,00	534 773,00	2 587 840,00	40 786 061,00	20 926 093,00
CRP/SANTIAGO SUL	24 123 482,00	11 300 887,00	2 103 184,00	3 882 693,00	26 226 666,00	15 183 580,00
Total CRP	194 140 700,00	107 843 024,00	13 867 839,00	17 755 838,00	208 008 539,00	125 598 862,00
*Contre valeur en euro	1 760 673,83	978 034,95	125 768,28	161 028,78	1 886 442,11	1 139 063,73

* 1 Euro = 110,265 CVE

ANALISE DIFERENÇAS DE SALDOS

Diferença em Transito aem 31/03/2015

CRP/BRAVA	3 861 181,00
CRP/FOGO	3 567 475,00
CRP/SANTIAGO NORTE	14 434 232,00
CRP/SANTIAGO SUL	9 521 660,00
TOTAL	31 384 548,00

POSER/Contrepartie de l'Etat au 31/03/2015 (CVE)

	Prévisions			Réalizations			% Realisations de la période		
	Numéraire	Taxes	TOTAL	Numéraire	Taxes	TOTAL	Numéraire	Taxes	TOTAL
Exercice 2013	18 334 960,00	0,00	18 334 960,00	17 838 530,00	0,00	17 838 530,00	97,29	0,00	97,29
Exercice 2014	27 245 446,00	0,00	27 245 446,00	22 880 930,00	0,00	22 880 930,00	83,98	0,00	83,98
Exercice 2015	21 446 729,01	1 743 875,00	23 190 604,01	7 103 786,80	0,00	7 103 786,80	30,63	0,00	30,63
TOTAUX	67 027 135,01	1 743 875,00	68 771 010,01	47 823 246,80	0,00	47 823 246,80	71,35		69,54

Résumé des montants des Microprojets 2015- 1^o Trim.

	APPROBATION		ENGAGEMENTS		DECAISSEMENTS 2014		DECAISSEMENTS 2015		Contribution Beneficiares	
CRPs	Nbre.	Montant	Nbre.	Montant	Nbre.	Montant	Nbre.	Montant	Nbre.	Montant
Santo Antão	14	21 672 066	14	10 972 647	9	8 657 507	7	1 454 906		1 644 697
São Nicolau	10	7 581 663	1	7 581 663	5	1 657 565	4	1 884 206		465 740
Santiago Norte	20	8 718 810	19	8 718 810	9	2 580 734	5	4 258 614		1 264 580
Fogo	44	10 979 601	44	10 979 601	12	4 694 620	3	1 142 120		49 750
Brava	7	2 568 308	7	2 568 308	5	2 225 868	2	143 214		259 568
Santiago Centro	6	9 558 841	0	0		0		0		0
Santiago sul	2	7 522 319	1	5 018 112	1	2 823 200	1	2 090 101		455 596
São Vicente	35	8 929 231	35	8 929 231	6	3 058 030	6	2 357 066		526 440
Maio	11	6 878 625	7	6 878 625	6	3 435 752	1	298 000		65 992
Total em ECV	149	84 409 464	128	61 646 997	53	29 133 276	29	13 628 227		4 732 363
Total em Euros		765 515		559 080		264 211		123 595		42 918

Rmp: Données des CRPs

POSER/TRESORERIE DISPONIBLE AU 31/03/2015 (CVE)

Libellés	FIDA	GOV	TOTAUX
Soldes banques au 31/10/2014			
UCP	24 838 960,00	16 831 230,00	41 670 190,00
CRP Fogo	3 795 965,00	193 382,00	3 989 347,00
CRP Brava	2 927 232,00	316 239,00	3 243 471,00
CRP São Nicolau	1 748 799,00	7 202,00	1 756 001,00
CRP Santo Antão	12 854 243,00	23 767,00	12 878 010,00
CRP Santiago Norte	5 420 598,00	5 137,00	5 425 735,00
CRP Santiago Centro	6 621 792,00	463 165,00	7 084 957,00
CRP Santiago Sul	1 225 665,00	295 761,00	1 521 426,00
CRP Maio	2 505 036,00	75 296,00	2 580 332,00
CRP São Vicente	2 930 427,00	169 179,00	3 099 606,00
TOTAL 1	64 868 717,00	18 380 358,00	83 249 075,00
Soldes caisses au 31/10/2014			
UCP	57,00	-	57,00
CRP Fogo	-	-	-
CRP Brava	24 444,00	-	24 444,00
CRP São Nicolau	16 432,00	-	16 432,00
CRP Santo Antão	10 885,00	-	10 885,00
CRP Santiago Norte	14 440,00	-	14 440,00
CRP Santiago Centro	4 566,00	-	4 566,00
CRP Santiago Sul	16 835,00	-	16 835,00
CRP Maio	-	-	-
CRP São Vicente	5 765,00	-	5 765,00
TOTAL 2	93 424,00	-	93 424,00
TOTAUX	64 962 141,00	18 380 358,00	83 342 499,00

POSER/SITUATION DES DETTES DE L'UCP ET CRP au 31/03/2015

Libellés	DTTS	
	CVE	EURO
UCP -PNLP	1 032 825,00	9 366,74
CRP/FOGO	703 558,00	6 380,80
CRP/SÃO NICOLAU	677 433,00	6 143,63
CRP/BRAVA	275 790,00	2 501,16
CRP/SANTIAGO NORTE	29 872,00	270,94
CRP/SANTO ANTÃO	340 659,00	3 089,46
CRP/SANTIAGO CENTRO	461 990,00	4 190,22
CRP/SANTIAGO SUL	57 876,00	524,94
CRP/ SÃO VICENTE	535 823,00	4 859,41
CRP/MAIO	0,00	0,00
Total	3 083 001,00	27 960,56

* 1 Euro = 110,265 CVE

Situation des Saisies

CRP	Compte FIDA	Compte FFE	Compte GOV	OBS.
Brava	1 055 000	717 500	228 000	Montante executado pelo Tribunal
Santiago Centro	0	1 164 000	0	Montante cativo , mas ainda não executado
Total	1 055 000	1 881 500	228 000	

REGISTRE DES DRF's									
N°	TYPE	I Fonds PRLP	II Prestation Services	III Personnel	IV Fonctionnement	Avances Autorisées	Total DRF	PAYE	ECART DRF
1	DI					1 800 000	1 800 000	1 800 000	0
2	DRF/RCS	7 819,59	52 118,45	84 084,44	58 830,55		202 853,03	202 853,03	0,00
3	DRF/RCS	25 248,27	264 366,96	120 734,55	125 798,03		536 147,81	536 147,81	0,00
4	DRF/RCS	185 621,89	82 658,18	26 928,10	23 248,55		318 456,72		318 456,72
5 a)	DRF/RCS	80 541,60	147 190,23	40 001,99	40 166,13		307 899,95		307 899,95
TOTAL		299 231,35	546 333,82	271 749,08	248 043,26	1 800 000	3 165 357,51	2 539 000,84	626 356,67
					ECART REG				
					ECART DRF N° 0				
	SOUMIS		PAYE	ECART	ECART DRF				
					ECART DRF				
DRF	2 857 457,56		2 539 000,84	318 456,72	DRF				
					ECART (-)				
					DRF				
TOTAL	2 857 457,56		2 539 000,84	318 456,72	TOTAL	0			

a) DRF en preparation.

POSER/Suivi des contrats

Prêts FIDA et FFE:
LI- n° 876 et LE n° 13

Date: 31/03/2015

Page n° _____ sur _____

5	6	7	Montant CVE	Montant versé CVE	Exécution technique		Exécution Financière	ANO
Date fin de contrat	Nom et Adresse de l'entreprise/Fournisseur	Description des travaux des biens, des services ou des programmes de formation			Rapport Provisoire ou livraison provisoire	Rapport final ou	%	
17/01/2015	TOMATE- FRANCE	Actualisation du logiciel comptable et financier TOMPRO par TOM2PRO, Fourniture de licence de 2 bases, installation, paramétrage, formation maintenance et assistance technique pour 2014	4 741 395,00	3 517 453,50	Oui	Non	74,186	Oui
30/09/2014	João J. Moura Leal - Praia/Ilha de Santiago	Elaboration du Manuel de Procédures Administratives et financières pour le POSER	1 253 160,00	1 253 160,00	Oui	oui	100	Oui
28/03/2015	Amadou Cissé	Assistance technique a l'UCP-PNLP dans le cadre du POSER pour la mise en place d'un système opérationnel de Planification et de Suivi- Evaluation conformément aux directives et à la stratégie du FIDA et GCV.	4 254 178,07	2 461 208,53	Oui		57,854	Oui
22/04/2015	InstitutoN.Estatistica	Realização Inquérito de Referência no quadro do POSER	3 421 680,00	1 710 840,00	Oui		50	Oui
09/04/2015	Abdoulaye C. Haidara	Assistance technique a l'UCP-PNLP dans le cadre du POSER pour la mise en place d'un système opérationnel de Planification et de Suivi- Evaluation conformément aux directives et à la stratégie du FIDA et GCV.	1 106 288,75	326 384,40	Oui	Oui	30	Oui
23/06/2015	Nataniel J. Baessa Barros	Apoio lançamentos Contabilísticos 2013 e 2014 do POSER	240 000,00	80 000,00			33	Oui

POSER/ CONTRATS/PROGRAMMES AU 31/03/2015 EN CVE

CO-CONTRACTANT	OBJET	MONTANT HT EN CVE a)	Délai d' exécution	Payé	Solde
Santo Antão	Contrato Programa 2015	42 541 690	12 mois-31/12/2015	12 762 507	29 779 183
São Nicolau	Contrato Programa 2015	19 395 108	12 mois-31/12/2015	5 818 532	25 213 640
Santiago Norte	Contrato Programa 2015	49 029 355	12 mois-31/12/2015	14 708 807	63 738 162
Fogo	Contrato Programa 2015	28 737 360	12 mois-31/12/2015	8 621 208	37 358 568
Brava	Contrato Programa 2015	20 208 471	12 mois-31/12/2015	6 062 541	26 271 012
Santiago Centro	Contrato Programa 2015	39 648 172	12 mois-31/12/2015	11 894 452	51 542 624
Santiago Sul	Contrato Programa 2015	32 687 826	12 mois-31/12/2015	9 806 348	42 494 174
São Vicente	Contrato Programa 2015	18 249 266	12 mois-31/12/2015	5 474 780	23 724 046
Maio	Contrato Programa 2015	14 576 742	12 mois-31/12/2015	3 224 480	17 801 222
		265 073 990		78 373 654	317 922 630

**a) Sans
beneficiaires**

POSER/LISTE DES IMMOBILISATIONS SUR SES RESSOURCES AU 31/03/2015 EN CVE

Code	Description		Date d'acquisition	Quant.	Valeur d'acquisition (HT)en CVE	Financ.
IMMOBILISATIONS						
INCORPORELLES	LOGICIELS					
	TOM2PRO	Logiciel de Gestion Financière et Comptable	17/07/2014	1	2 684 953	FIDA
Sous- total					2 684 953	
IMMOBILISATIONS						
CORPORELLES	BATIMENTS ADMINISTRATIF					
Sous- total						
	MATERIEL ET MOBILIER	Balances pour Suivi et Evaluation	24/11/2014	12	57 211	FIDA/GOV
Sous- total					57 211	
	MATERIEL DE BUREAU					
Sous- total					0	
	MATERIEL INFORMATIQUE					
		CPU TSUNAMI	14/08/2014	1	41 739	GOCV
		CPU TSUNAMI	14/08/2014	1	41 739	GOCV
		Computador DELL para Servidor TOM2Pro	20/08/2014	1	44 965	GOCV
		UPS APC 700 VA(1 ano de Garantia) para o Servidor TOM2Pro	20/08/2014	1	15 500	GOCV
		Computador DELL p/ Comptable CRPBrava	12/02/2015	1	97 000	FIDA/GOV
		Computador DELL p/ Comptable CRPSantiago Norte	12/02/2015	1	97 000	FIDA/GOV
		Computador DELL p/Gestionaire CRPFogo	23/02/2015	1	114 500	FIDA/GOV
Sous- total					452 443	
	MATERIEL AUTOMOBILE					
Sous- total						
TOTAL GENERAL					3 194 607	

POSER/TABLEAU DU PERSONNEL: EFFECTIF ACCORD DE FINANCEMENT / DCP/ RECRUTEMENT AU 31/03/2015

CO-CONTRACTANT	DCP - Table des coûts	Accord de financement	Réalisations	Obs.
UCP				
Coordonnateur du PNLP	1	1	1	
Responsable de Suivi et Evaluation	1	1	1	
Responsable d'Animation, Formation et Communication	1	1	1	
Responsable Administrative et Financière	1	1	1	
Reponsable Genre et Ciblage	1	1	1	
Responsable de Microfinance et Entrepreneuriat	1	1	1	
Comptable Sénior	1	1	1	
Assistant Comptable/Comptable sénior	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Administrative et Secretariat	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Receptionniste/Telephoniste	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
SOUS TOTAL 1	16	16	16	
ANTENNES				
CRP Santo Antão				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP São Nicolau				
Gestionnaire	1	1	1	

Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
Gestionnaire CRP FOGO				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Brava				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Santiago Norte				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP São Vicente				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	

Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Maio				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Santiago Sul				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
CRP Santiago Centro				
Gestionnaire	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Animateur Rural	1	1	1	
Comptable	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Assistant Général	1	1	1	
SOUS TOTAL 2	56	56	56	
TOTAL	72	72	72	

POSER/TABLEAU DU PERSONNEL: EFFECTIF ACCORD DE FINANCEMENT / DCP/ RECRUTEMENT AU 31/03/2015

CO-CONTRACTANT	DCP - Table des coûts	Accord de financement	Réalisations	Obs.
UCP				
Coordonnateur du PNLP	1	1	1	
Responsable de Suivi et Evaluation	1	1	1	
Responsable d'Animation, Formation et Communication	1	1	1	
Responsable Administrative et Financière	1	1	1	
Reponsable Genre et Ciblage	1	1	1	
Responsable de Microfinance et Entreprenariat	1	1	1	
Comptable Sénior	1	1	1	
Assistant Comptable/Comptable sénior	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Suivi et Evaluation	1	1	1	
Assistante Administrative et Secretariat	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Chauffeur	1	1	1	
Receptionniste/Telephoniste	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
Personnel d'entretien	1	1	1	
SOUS TOTAL 1	16	16	16	
ANTENNES				
Gestionnaire	9	9	9	
Animateur Rural	20	20	20	
Comptable	9	9	9	
Chauffeur	9	9	9	
Assistant Général	9	9	9	
SOUS TOTAL 2	56	56	56	
TOTAL	72	72	72	

REVUE DES ECD						
N° DRF	Catégories	N° Total ligne ECD	30%	N° Ligne DRF	N° Pièce	
DRF n° 002	2- Prestation Service UCP	9	3	n° 2/n°4/n° 7	N° 81/84/108	
	3- Personnel	91	27	N° 65 au 91	N° 108 au 133/N° 164 au 174/190 au 195	
	4- Fonctionnement	68	20	n° 01 au 20	N°33 au 42/57/60/63/65/66/68 au 72/74 au 80	
DRF n° 003	2- Prestation Service UCP	93	28	N° 01 au 28	N°13/21/35/46/48/66/100/101/118/119/120/144;147/148/150/150/151/154/159/167/168/169; 186 au 188; 190/193/194/197/198/199	
	3- Personnel	135	41	N° 01 au 41	N°001 au 006; 15/16/18/21/22/24/26/27/28;29/37/40 au 44; 52/53/55/56/57/59/65; 76 au 80/89/90/93/101 au 115	
	4- Fonctionnement	65	20	N° 45 au 65	N°122/123/140 au 146/149;152/153/156 au 158; 160 au 166; 189/191/192/195/196	
Total						

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Cabo Verde	Identification du prêt/ don:
Nom du projet: POSER	
Organisme d'exécution: Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de Développement des Ressources Humaines	CPM: Monsieur Luyaku Loko Nsimplasi
Responsable financier chargé de l'examen: Mr Moulaye Idrissa Téra, Consultant	Date de l'examen: 06/05/2015

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
.Risque inhérent			
.Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le dispositif organisationnel prévu est mis en place au niveau de l'UCP et des CRP (cadres et personnel de soutien logistique).
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	Les versions définitives du manuel de procédures administratives, financières et comptables et du manuel opérationnel des microprojets sont disponibles de même qu'une version en français. Les descriptions des postes sont établies. Cependant, il y a nécessité d'affiner et de rationaliser l'organisation de la cellule administrative, financière et comptable.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Le personnel de gestion financière du Programme comprend : i) à l'UCP, une RAF, un Comptable un Assistant Comptable et une Assistante Administrative ; ii) dans chaque CRP, un Gestionnaire et un Comptable. Avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2pro, une formation a été effectuée pour renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre du logiciel. Une formation complémentaire sur la gestion des aspects fiduciaires d'une manière générale a également été effectuée au cours de la validation du manuel des procédures. Avec la fin du paramétrage, il faudra prévoir une formation d'appoint sur Tom2Pro avant la fin de l'année (UCP/CRP).
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel de procédures de gestion ainsi que le manuel d'exécution et des microprojets sont disponibles. Ils seront validés et internalisés avec les CRP avant le 31/12/2014. Le manuel de procédures de suivi/évaluation est disponible avec notamment la revue du cadre logique. Les enquêtes nutritionnelles sont réalisées ; il reste à réaliser les enquêtes socioéconomiques de référence.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la	F	Le manuel de procédures comprend une procédure

	performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun		d'évaluation du personnel. Elle sera mise en œuvre en 2015 sur la base des objectifs et des résultats de l'année.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Existence d'une couverture assurance maladie à travers l'INPS.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Les cotisations sont versées régulièrement et les prises en charge sont effectuées normalement.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Le personnel ne semble pas être suffisamment informé. Il sera nécessaire de transmettre à l'UCP les documents physiques sur ces politiques et indiquer les liens informatiques y relatifs.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels.	M	Le PTBA 2015 approuvé par le CP a été transmis au FIDA le 25 janvier 2015 avec un retard par rapport au délai de l'accord de financement. La non objection a été obtenue le 13/02/2015. Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Il faudra articuler le PTBA par bailleur en distinguant FIDA 1 du FIDA 2.
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	M	Le PTBA 2015 a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Il faudra articuler le PTBA par bailleur en distinguant FIDA 1 du FIDA 2.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	M	Le PTBA 2015 a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Il faudra articuler le PTBA par bailleur en distinguant FIDA 1 du FIDA 2.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	M	Le PTBA 2015 a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Le lien de ce PPM avec le système national (SIGOF) n'est pas encore établi. Il faudra articuler le PTBA par bailleur en distinguant FIDA 1 du FIDA 2.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	La DRF n° 4 en instance de paiement représente 17,69% du CD, la DRF n° 5, 17,11%
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Les fonds de contrepartie en numéraire ont été rendus disponibles en 2013, en 2014 et en 2015 (premier trimestre). Ces fonds sont dans un compte géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par le Programme. La contrepartie exprimée en taxes est assujettie à l'exécution du PTBA.
c.	Efficacité des canaux de financement	E	Des ressources ont été mises à la disposition des CRP dans le cadre des contrats programmes en 2013 et en 2014. Des rapports financiers sont disponibles et précisent les niveaux d'utilisation de ces ressources. Cependant, il y a urgence dans la formalisation du Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC).
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Il n'y a que le compte de contrepartie géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par le Programme. Les sous comptes de contrepartie des CRP sont logés dans les banques commerciales et font l'objet de rapprochement mensuel.

e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	M	Les dotations initiales des comptes désignés FIDA/FFE sont adéquates : 900 000 euros pour chaque compte. Actuellement, avec le pari passu, il y a un seul compte pour les trois (03) financements FIDA 1, FIDA 2 et FFE. Cependant, il a lieu d'appliquer dans le système de gestion des prêts/dons la répartition du montant de 1 800 000 euros entre les trois (03) financements.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	N/A	Pour le moment, il n'y a pas de DPD.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	M	Améliorer la prise en charge des ECD avec les améliorations proposées dans le cadre de la présente revue.
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	M	Le rythme est encore lent. Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer un suivi rapproché de la remontée des pièces, des ACD/CRP vers l'UCP.
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	M	Mettre en place le système de double contrôle pour l'élaboration des DRF : Comptable National (préparation de la première mouture) ; RAF (contrôle détaillé et validation) ; Coordonnateur (contrôle d'appoint et approbation).
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Les montants sortis du compte spécial non encore soumis (en cours de justification) se chiffrent environ 546 000 euros (financement des CRP aux ACD).
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	M	Les rapprochements bancaires des comptes gérés par l'UCP effectués mensuellement par le Comptable National, ont été rendus disponibles. Pour la bonne règle, ils devront être validés par le RAF et approuvés par le Coordonnateur. Les rapprochements des comptes des CRP sont élaborés par les Comptables et validés par les Gestionnaires. Cependant, l'UCP devra procéder systématiquement à la reconstitution mensuelle du compte désigné et également lors de la soumission des DRF. Les CRP devront également reconstituer mensuellement les sous comptes désignés.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Au 31/03/2015 : Taux de décaissement réels : 23,01%/FIDA 1 ; 4,59%/FIDA 2 et 17,46%/FFE Taux d'exécution du PTBA/2015 : 11,40%
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	N/A

4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	<p>Dans le manuel, les procédures administratives, financières et comptables sont regroupées au sein de cycles d'activités, qui analysent :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les procédures de dépenses sur ressources internes et ressources externes, – les interfaces avec les structures hors du programme, mais impliquées dans les procédures. Pour mémoire, certaines tâches de contrôle et de traitement de l'ordonnateur national sont rappelées. <p>Chaque cycle fondamental présente les fonctions qui lui sont attachées, et pour chaque fonction les tâches y afférentes. Ces procédures ont été élaborées en respectant les principes ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – systèmes d'autorisation des transactions financières, – fiabilité et présentation comptables appropriées des informations relatives à ces opérations, – justifications et évaluation régulière des informations, – mesures de sécurités et de protection des actifs – procédures d'identification de saisie et traitement des opérations réalisées. <p>Chaque procédure est décrite selon la méthodologie du " play script " expliquant le déroulement séquentiel de chacune des opérations continues dans la procédure. Le plan général adopté pour la description de la procédure est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – objet de la procédure – application de la procédure – règles de gestion – étapes des opérations – description de la procédure <p>des séances de validation et de partage du manuel de procédures ont été organisées avec l'UCP/CRP/ACD.</p>
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	M	Cf.4 a)
c.	Respect du manuel financier	M	La version définitive du manuel de procédures administratives, financières et comptables est disponible. Elle a été validée avec l'UCP/CRP/ACD.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	M	En ce qui concerne l'UCP, les ressources de contrepartie sont gérées par le trésor sur la base des engagements ordonnés par le Programme. Pour les CRP, la contrepartie est domiciliée dans les comptes bancaires et gérée par les unités techniques. La contribution des bénéficiaires à travers la mise en œuvre des microprojets est en cours de mobilisation pour des fins de comptabilisation.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	M	Le registre des contrats, le tableau de suivi de l'exécution physique et financière des contrats et la fiche de suivi des contrats sont mis en place. Cependant, il faudra pour le registre de contrat prendre le modèle C10 de la lettre à l'Emprunteur.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	M	Une bonne internalisation du manuel et son application effective permettront de sécuriser les opérations. A date, il y a lieu d'améliorer la prise en charge des ECD avec les améliorations proposées dans le cadre de la présente revue.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	M	Une bonne internalisation du manuel et son application effective permettront de sécuriser les opérations. A date, il y a lieu d'améliorer la prise en charge des ECD avec les améliorations proposées dans le cadre de la présente revue.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles	M	Visa de contrôle inopiné non effectif.

	inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés		
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	La caisse de l'UCP est bien tenue. Cependant, prendre en compte les améliorations proposées dans le cadre de la présente revue.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Le montant des factures échues au 31/03/15 est de 3 083 001 CVE/27 960,56 euros.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	M	Certaines factures sont libellées au nom de UCP/PNLP. Il y a lieu d'indiquer aux fournisseurs de stipuler UCP/POSER.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Les avances de fonds sont celles effectuées par les CRP au profit des ACD ; elles sont en cours de justification.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	M	Prendre en compte les améliorations proposées dans le cadre de la présente revue.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	M	Le PV de valorisation des immobilisations héritées du PLPR est en instance de signature à la Direction du Patrimoine de l'Etat. Il est urgent d'accélérer le processus pour pouvoir les comptabiliser dans les comptes de 2014 comme contrepartie de l'Etat. Au titre des nouvelles acquisitions d'immobilisations sur les ressources du POSER, un montant total de 3 194 607 CVE a été dépensé. L'établissement et la mise en place des listes d'inventaire des bureaux sont effectifs. En matière d'assurance, les véhicules sont assurés et les autres immobilisations sont en cours de couverture (vol, incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile). A cet égard, il sera nécessaire de régulariser la situation conformément aux conditions générales applicables aux prêts/dons du FIDA. Pour rappel, le Programme va procéder à l'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2013/2014, réputé clos le 31 décembre 2014, au plus tard le 15/05/2015.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	M M F	Cf. 4n L'inventaire de clôture n'a pas été effectué dans les délais.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	. En matière d'assurance, les véhicules sont assurés et les autres immobilisations sont en cours de couverture (vol, incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile).
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	M	Améliorer la prise en charge des ECD avec les améliorations proposées dans le cadre de la présente revue.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Les fonds de contrepartie sont gérés par le trésor à travers le SIGOF et le compte est mouvementé sur la base des engagements ordonnés par le Programme. En ce qui concerne les ressources FIDA/FFE, elles sont également gérées à travers le système et les comptes sont domicilié à la Banque Centrale et mouvementés à

			partir des ordonnancements du Programme. Au niveau des CRP, les comptes sont domiciliés dans les banques commerciales.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Extraits de comptes reçus, rapprochements bancaires effectués sur la base de l'extrait et du journal de banque.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Au niveau du siège, il y a un contrat de maintenance des équipements et matériels informatiques. Il est prévu également, avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2Pro, un contrat d'assistance et de maintenance. Il reste à trouver des solutions adéquates au niveau des CRP.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	M	Mise en œuvre d'une comptabilité d'engagement conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	M	Comptabilité en partie double conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS. Le logiciel Tom2Pro permettra de tenir une comptabilité générale, budgétaire et analytique et de fournir les extraits y relatifs. Le paramétrage de Tom2PRO tiendra compte de ces exigences.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	M	Tenir compte d'un classement dédié aux ECD.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	M	Cf. 4n
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes.	M	Formaliser dès la finalisation de l'installation et du paramétrage de Tom2Pro, une sauvegarde journalière sur disque dur extérieur : un sur site et un à domicile.
F	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	M	Globalement, le dispositif de gestion est en train de se formater d'avantage et la mission est d'avis qu'une fois les opérations de mise à niveau de la comptabilité et d'audit des comptes 2013/2014 terminées, le programme entamera sa phase de gestion normative et régulière des aspects fiduciaires avec une meilleure organisation de la cellule administrative, financière et comptable prenant en compte une répartition des responsabilités et des tâches plus opérationnelles.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	La contrepartie 2013, 2014 et 2015 (premier trimestre) numéraires est disponible. Celle exprimée en taxes suit l'exécution du PTBA. La comptabilisation des éléments y relatifs a été effectuée. En ce qui concerne la contribution des bénéficiaires, dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets, elle est en cours de mobilisation et de comptabilisation en ce qui concerne les financements déjà effectués.
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	M	Le dispositif n'est pas encore mis en place.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	M	Le dispositif n'est pas encore mis en place.

c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	M	Les fonctionnalités de Tom2Pro permettront de fournir les éléments de la comptabilité analytique et le suivi budgétaire par axe d'analyse/Bailleur, composante, catégorie avec les différents taux d'exécution. Rapports commentés à transmettre aux responsables concernés.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	M	Le niveau de mise en œuvre des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision reste relativement moyen. En effet, des recommandations essentielles sont encore et/ou à mettre en application.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	NA	NA
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	NA	NA
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	NA	NA
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	NA	NA
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	NA	L'audit des exercices clos les 31/12/2013 et 31/12/2014 sera effectué en juin 2015, ce qui constituera le premier audit des comptes du POSER. A cet égard, le programme a déjà procédé à la sélection d'un cabinet d'audit sous régional, sur la base des TDR approuvés par le FIDA. Il reste à la soumettre à la non objection du FIDA. A titre de rappel, les rapports d'audit des comptes 2013 et 2014 devront parvenir au FIDA au plus tard le 30/06/2015.
b.	Respect des termes de référence	N/A	
c.	Ponctualité du rapport d'audit	N/A	
d.	Qualité de l'audit	N/A	
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	NA	

Annexe III

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision

Projet : POSER

Organisme d'exécution : Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de Développement des Ressources Humaines

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	M	Affiner et rationaliser le dispositif organisationnel de la cellule administrative, financière et comptable ; assurer une formation d'appoint sur Tom2Pro et sur la passation des marchés (UCP/CRP).
2. Budget	M	Respecter le délai de transmission du PTBA au FIDA conformément à l'accord de financement et articuler le PTBA par bailleur en distinguant le FIDA 1 du FIDA 2.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Procéder systématiquement à la reconstitution du compte désigné de l'UCP et des sous comptes désignés des CRP. Formaliser le mécanisme de fonctionnement du FRC en précisant les modalités de restitution. Régler dans le système de gestion des prêts/dons, le problème de l'avance initiale de FIDA 2 dans le cadre de la répartition des 1 800 000 euros en fonction du pari passu.
4. Contrôles internes	M	Assurer un suivi rapproché de la remontée des pièces des ACD/CRP vers l'UCP dans le cadre de la justification des montants mis à disposition.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	Assurer la signature du PV de valorisation des immobilisations héritées du PLPR et comptabiliser comme contrepartie de l'Etat dans les comptes 2014. Respecter le planning révisé d'arrêté et d'audit des comptes 2013 et 2014.
6. Rapports et suivi	M	Finaliser et mettre à la disposition du programme le canevas de rapport intérimaire et indiquer la périodicité de soumission de ce rapport.
7. Audit interne	NA	N/A
8. Audit externe	N/A	Respecter le planning révisé d'arrêté et d'audit des comptes 2013 et 2014.
Risque fiduciaire global du projet	M	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires : Risque globalement moyen qui nécessite un suivi rapproché. Globalement, le dispositif de gestion est en train de se formater d'avantage et la mission est d'avis qu'une fois les opérations de mise à niveau de la comptabilité et d'audit des comptes 2013/2014 terminées, le programme entamera sa phase de gestion normative et régulière des aspects fiduciaires avec une meilleure organisation de la cellule administrative, financière et comptable prenant en compte une répartition des responsabilités et des tâches plus opérationnelles.

Annexe IV/POSER

Déclaration de la Liste de contrôle des États certifiés de dépenses (ECD).

Méthodologie

Liste de contrôle :

	Élément ECD	Commentaires
1.	Les dépenses sont-elles comptabilisées correctement dans les livres et les rapports financiers du projet, et les ECD peuvent-ils être réconciliés avec la documentation pertinente (chèques, par exemple). Est-ce que la présentation de l'information des ECD permet un accès rapide aux fichiers pour l'examen et l'audit.	Oui : sur la base de l'échantillon revu
2.	Les factures sont-elles estampillées « payé ».	Cachet de compostage/annulation à mettre en place
3.	<p>(i) Examen des pièces justificatives des paiements ; pour tous les cas décrits au point (ii) à (v) ci-dessous, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un contrat ou un bon de commande signé - indiquant le montant qui est exigible ✓ un accusé de réception, la facture ou la performance ✓ une garantie bancaire pour paiement anticipé, tel que spécifié dans le cahier des contrats ✓ une garantie bancaire pour la performance, tel que spécifié dans le cahier des contrats ✓ des copies des communications envoyées par le directeur du programme de pays du FIDA à l'agence responsable du projet fournissant la «non objection» (que ce soit avant ou après) pour l'attribution du contrat, ✓ la preuve de paiement / les relevés bancaires ✓ les registres comptables d'approbation, les décaissements et les soldes disponibles ✓ les documents d'approvisionnement (documents de soumission, d'invitation, d'évaluation, d'attribution, annonce dans le journal), si applicable. <p>(ii) Pour le paiement des marchandises, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la facture d'un fournisseur, dûment certifiée pour le paiement par le directeur du projet - en précisant les produits, leurs quantités et les prix ✓ les documents des lettres de transport ou similaires, et des documents d'expédition ou d'importation et les certificats d'inspection, si applicable ✓ un certificat de livraison, incluant éventuellement la condition des marchandises à la livraison. <p>(iii) Pour le paiement de services de consultants et d'autres services, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une facture du fournisseur ou du consultant, dûment certifiée et indiquant suffisamment de détails pour le paiement par le directeur du projet. Si ces services ont trait à l'importation de marchandises (pour les paiements par exemple, de fret et d'assurance), une référence adéquate devrait être accordée pour permettre au Fonds de relier chacun de ces éléments à des biens dont le coût a été ou doit être financé à la date de clôture du financement, et ✓ un certificat de livraison, le cas échéant, des services satisfaisants. <p>(iv) Pour les paiements de rétenition des travaux de génie civil, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ une demande de l'entrepreneur, y compris un rapport financier, indiquant le travail effectué et le montant dû; ✓ un certificat - signé par les consultants du projet ou du représentant du propriétaire, le cas échéant, ou par un officier de l'emprunteur ingénieur en chef ou un résident ingénieur de supervision affecté au projet attestant que le travail effectué est satisfaisant et le paiement réclamé est dû conformément aux termes du contrat, et ✓ une copie du formulaire de suivi des contrats paiement (formule C-11) signée en original par l'agent de certification. <p>Réviser la documentation des paiements pour les lignes de crédit:</p> <p>Accord auxiliaire avec les parties du projet (i.e. organisations, banques entreprises etc.)</p> <p>Les preuves d'activités tel que décrit dans l'accord auxiliaire et / ou tout sous-contrat</p> <p>Relevé bancaires avec évidences de flux de fonds</p> <p>(v) Pour les coûts récurrents, (coûts de fonctionnement et les salaires du personnel de l'Unité de mise en œuvre du projet), en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les registres des coûts récurrents 	<p>La revue d'usage des ECD a été effectuée sur 30% des pièces des DRF n° 2 et 3 (139 éléments) et sur la base du seuil unique de 30 000 USD valable pour toutes catégories de dépenses. La mission est d'avis qu'il faut libeller ce seuil en euros comme pour les autres seuils de la lettre à l'emprunteur. Par ailleurs, l'examen des pièces constitutives des ECD, malgré leur bon classement, appelle les améliorations essentielles suivantes : i) systématiser le compostage/annulation des factures ; ii) joindre les demandes d'achat et les bons de commande ; iii) certifier " la fourniture et/ou le service fait"</p>

4.	Question à traiter à l'examen sont les suivants:	
4.1	La documentation est facilement accessible.	Oui ; sur la base de l'échantillon revu
4.2	Est-il indiqué que la dépense a été approuvée par une personne autorisée.	Oui ; sur la base de l'échantillon revu
4.3	Est-il dans sa forme originale?	Oui ; sur la base de l'échantillon revu
4.4	Est-ce pour le projet concerné?	Oui ; sur la base de l'échantillon revu. Cependant, certaines factures sont adressées à UCP/PNPL au lieu de UCP/POSER : à préciser à l'avenir
4.5	Les calculs sont-ils corrects, y a-t-il des erreurs ou des altérations?	Oui ; sur la base de l'échantillon revu
4.6	Les catégories et les pourcentages de décaissement sont-ils utilisés correctement?	Oui ; sur la base de l'échantillon revu
4.7	Y a-t-il des factures en double?	Non : sur la base de l'échantillon revu
5.	Vérifier l'admissibilité des dépenses. L'examen détermine si les dépenses sont correctement prises en charge et sont éligibles pour le décaissement du FIDA, conformément aux accords juridiques.	Pas de distorsion constatée sur la base de l'échantillon revu
6	Déterminer si des paiements ont été effectués avant la réception du bien ou de la prestation de services, et si oui, est-ce compatible avec les dispositions du contrat?	Pas de distorsion constatée sur la base de l'échantillon revu
7.	Les paiements dépassant les limites des ECD doivent être pleinement justifiées avec la documentation correspondante.	Pas de distorsion constatée sur la base de l'échantillon revu
8.	Vérifiez les paiements pour les articles qui ne sont pas fournis en conformité avec les accords juridiques ou avec les contrats signés, tels que: <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les paiements pour les articles non spécifiés dans la convention de financement et le PTBA, y compris le plan de passation de marché approuvé par le FIDA; ✓ Les paiements faits avant la signature du crédit ou avant la date d'éligibilité spécifiée pour le financement rétroactif; ✓ Les engagements pris avant la date d'achèvement (excluant la liquidation des dépenses) et les paiements effectués pour les dépenses engagées après la date de clôture; 	Les paiements concernent le PTBA/PPM 2013 et 2014 NA NA